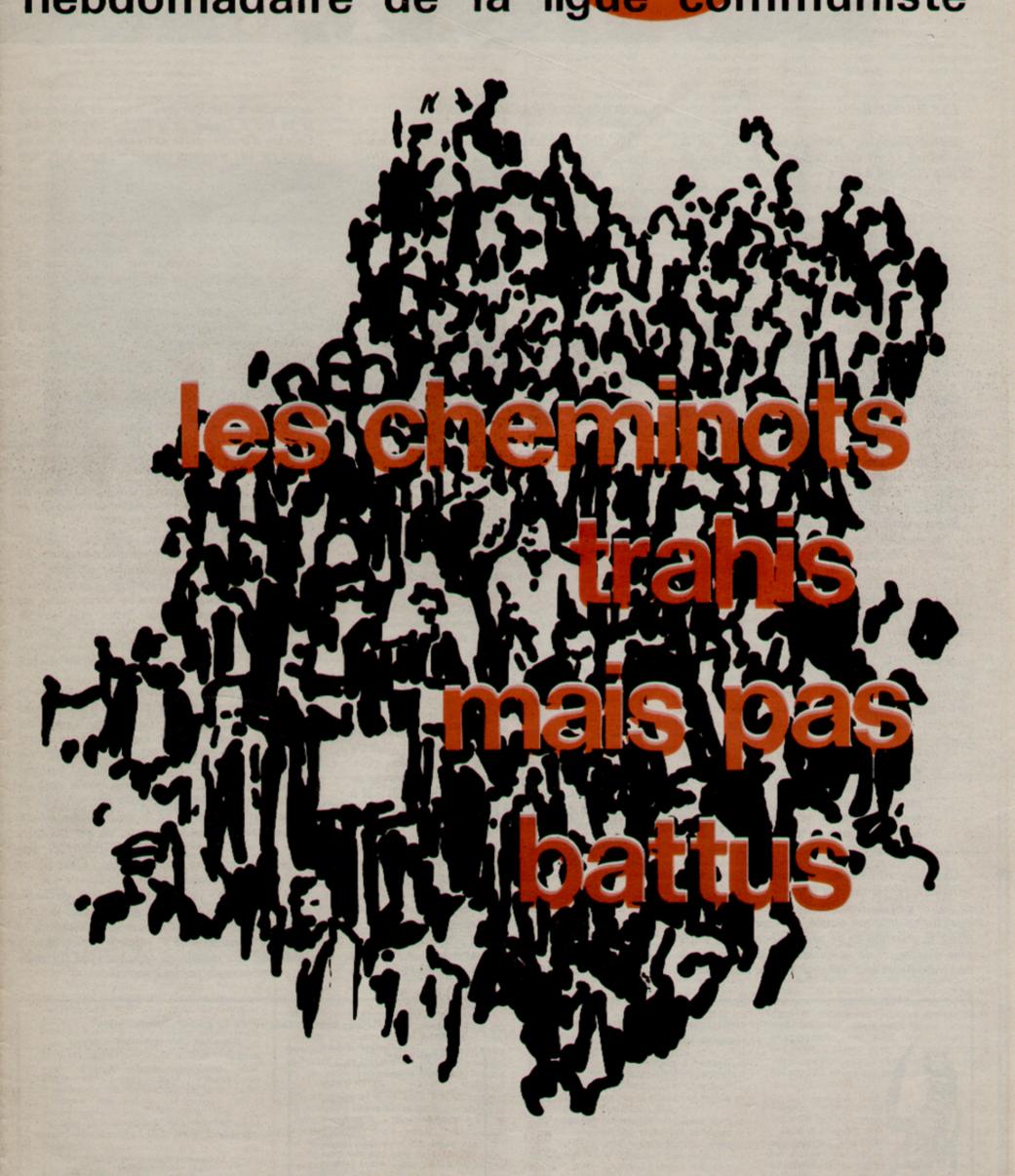
# hebdomadaire de la ligue communiste



1fr 50



LES JOUEURS.

Michel Hamelet, porte-parole lucide de la bourgeoisie, écrit dans l'éditorial du Figaro du 22 juin consacré à la grève de la SNCF :

« Un contrat avait été signé au mois de janvier qui mettait en place l'évolution salariale pour l'année (...). Toutes les fédérations syndicales avaient acquiescé. L'erreur de la CGT et de la CFDT a été de se lancer inconsidérément, sans une analyse véritable du rapport de forces, qu'il s'agisse de la volonté de résistance du gouvernement et de la direction de la SNCF, ou qu'il s'agisse de l'état d'esprit du public lui-même, dans le processus habituel du contrat-chiffon de papier. »

C'est clair. Le pouvoir tient à sa politique de contrats. Il veut la faire respecter. Il est prêt pour cela à frapper fermement sur tout ce qui remet en cause le contrat en dépassant le cadre qu'il a défini. Autrement dit, le pouvoir cédera ce qu'il a prévu conformément à l'intérêt du patronat. Pas un sou de plus. Qu'on se le dise : c'est la voix de la raison capitaliste.

Séguy fait le point de son côté dans l'éditorial de l'Humanité du 23 juin. Dès les premières lignes, il s'insurge contre l'article précité du Figaro « qui suppute les chances de résurrection de la collaboration de classes,... et rêve à un syndicalisme amadoué ». Voilà bien un cheval qui n'a rien d'un pur-sang mais qui frémit encore a la cravache.

Ce n'est pourtant pas pour prendre résolument la défense des travailleurs. Le patronat fait comprendre aux syndicats qu'ils gagneront plus par leur sagesse que par leur turbulence. Séguy répond en rappelant au patronat les risques que lui fait courir son avarice:

«L'explosion de Mai 68 est survenue d'un mécontentement des travailleurs trop longtemps refoulé au nom du maintien de l'ordre, mais ayant accumulé trop d'amertumes et de rancoeurs pour qu'un craquement ne se produise pas »...

Chantage réciproque, menaces, observation, intimidation. De part et d'autre on veut gagner un peu à peu de frais, au bluff, autour du tapis vert. La volonté qui semble partagée est celle de régler la question entre gens responsables, entre gens d'ordre, et de ne considérer la mobilisation des travailleurs que comme le pire des recours.

AUTOUR DU MIRAGE CHILIEN.

Pourtant, la fraction PCF dans la CGT a mis la main à l'ouvrage. Certes la grève de la SNCF était portée par un flot assez dense d'« amertumes et de rancœurs », autrement dit par une forte combativité. Mais dans de nombreux dépôts de province, c'est la direction de la CGT locale qui a encouragé la grève hésitante, qui a organisé les premiers piquets. La fraction du PCF semblait donc vouloir cette grève, à condition bien sûr de la contrôler.

Cela est bien compréhensible. Car la bureaucratie ne représente une force, un interlocuteur sérieux aux yeux de la bourgeoisie, qu'aussi longtemps qu'elle a des troupes derrière elle. Or, dans la période présente, la bureaucratie a plus que jamais besoin de se faire respecter.

Après le coup presque blanc des municipales on commence à préparer pour 1973, et certains même pour 1976, le retour des campagnes électorales, législatives et présidentielles. Pénélope a repris son tricot. Sysiphe s'arc-boute à son rocher. Les Danaïdes de la gauche sont prêtes à nouveau à remplir avec ardeur leurs urnes percées. Tout ce petit monde de la mythologie parlementaire s'agite d'autant plus que l'expérience chilienne semble redonner vie à leur mirage électoral.

Or, si l'agence Tass a chaleureusement salué dans le nouveau PS le futur allié, le PCF sait bien que sur le terrain l'alliance sera moins commode. Et que pour le moins, il devra y mettre le prix. Recevant le renfort des personnalités de la CFDT (Jeanson, Descamps), récupérant une aile traditionnelle du PSU, nanti enfin d'une tête couronnée par le PCF lui-même en la personne de Mitterrand, le partenaire socialiste s'annonce déjà exigeant. D'autant qu'il pourra à l'occasion s'accoupler à la CFDT pour chercher à faire pendant au tandem PC-CGT. Enfin, dans ses pour refaire efforts surface, social-démocratie usée, ou une de ses ailes, n'hésite pas à recourir au verbe et à la phrase de gauche. Ce qui, au moment où le PCF a du mal à contenir la combativité ouvrière dans le lit de la légalité, complique encore les choses.

D'autre part, la bourgeoisie, toujours myope devant l'Histoire, met parfois en vedette « le gauchisme » indifférencié, dans sa presse et à sa radio. Pour elle c'est encore une façon d'affaiblir le PCF et de marquer quelques points dans l'immédiat. Cette cigale ne comprend pas que ce sont des points cédés à la révolution qui les engrange pour demain. En attendant, le PCF voit avec angoisse se dessiner sur sa gauche une force descendue le 1er Mai dans la rue, et plus encore le 16 Mai à l'appel de la IVème Internationale. Comble d'ironie, cette extrême-gauche a même passé un test électoral inquiétant pour le PC lors des municipales avec les quelques résultats locaux des listes PSU-LO. Dans une période de haute combativité ouvrière, la direction comprend bien que les luttes ne peuvent que gonfler les voiles des révolutionnaires.

C'est pourquoi, dans la vision policière de l'Histoire que la bureaucratie partage avec les cuistres ministériels, se dessine un vaste complot où le gauchisme, le néo-fascisme et la police semblent concourir à tuer la poule parlementaire qui promettait déjà de beaux œufs démocratiques et avancés.

#### LA LOGIQUE DU POUVOIR.

De son côté, le pouvoir n'a pas la part si belle. Giscard court de toute l'énergie de ses vieilles jambes après l'inflation. Fontanet fait filmer à l'intention du contingent les Agences pour l'Emploi et les centres FPA fraîchement inaugurés. Mais l'inflation court toujours. Et le chômage aussi.

Le pouvoir n'est pas aussi solide qu'il y paraît. L'UDR n'a toujours pas la solidité d'un parti. La fronde divise les princes d'empire gaullistes. De plus, parti présidentiel, le parti de la majorité n'a toujours pas réussi à prendre racine dans les structures politiques locales, pas plus que le pouvoir n'a reconstitué d'organismes tampon entre l'exaspération des différentes couches sociales et lui-même, dépouillé de sa parure parlementaire.

Dans ce contexte, la majorité actuelle prend au sérieux les appétits électoraux d'une gauche capable de s'unir dans le cadre du système. C'est pourquoi, pendant qu'il s'adonne à la haute politique européenne, Pompidou laisse ses ministres se salir les mains à la besogne quotidienne. Marcellin joue aux petits flics de plomb, rôde sa machine policière, attaque la presse révolutionnaire et le droit d'association. Chaban ouvre grands les bras de ses contrats pour y engloutir les ouailles rabattues par l'experte matraque ministérielle. C'est pour mieux te manger mon enfant!

Et le Figaro, commentateur avisé de cette politique gouvernementale, en saluant à propos de la grève SNCF « cette victoire heureuse de la politique contractuelle », rappelle les dirigeants syndicaux aux devoirs de collaboration auxquels ils se sont engagés par les contrats :



Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE (Section Française de la JVème Internationale).

TOUTE CORRESPONDANCE : 10, impasse Guéménée - Paris 4ème -

ROUGE, hebdomadaire de la Ligue Communiste

Directeur de Publication Charles Michaloux Rédacteur en chef

Rédacteur en chef Maurice Buzard Secrétaire de Rédaction Michel Thomas Comité de Rédaction :

ction:
J.P. Beauvais
Patrick Fresnel
Alain Krivine
Camille Paulet
Luis Rafaël
Philippe Sabathe
Christiane Tillier
Alfred Voldachs
Boris Maillot
Atain Sami

Bertrand L'helgouach

Rédaction - Administration - Librairie

10, impasse Guéménée - Paris IV tél ; 272 88 96

Diffusion N.M.PP.
Composition IBM Multipoint
Imprimerie SAIE Moriamé,61 Fg Poissonnière,Paris IX

"Les articles signes n'engagent pas necessairement le point de vue de l'organisation.



PROCHAINEMENT
DOIT PARAITRE
UNE BROCHURE
REGROUPANT LES
RESOLUTIONS VOTEES
PAR LE CONGRES
AINSI QUE
LES PRINCIPAUX
BULLETINS
INTERIEURS

« Les dirigeants syndicaux ne peuvent jouer et gagner à la fois sur les deux tableaux : exiger d'être représentatifs et en même temps se déclarer impuissants à discipliner leurs adhérents. Les vingt six permanents de la CGT payés par la SNCF se considérent-ils au sein de l'entreprise comme les exécutants serviles des courants aveugles de la base ou comme les garants à la fois de la justice sociale et de la bonne marche du service public ? ».

Quelle insolence! Mais aussi quelle mise en garde: la politique gouvernementale constitue encore un tout plus cohérent qu'il n'y paraît. La collaboration a sa logique. Plus implacable qu'il n'y paraît. Et à vouloir ne l'accepter qu'à demi, on risque d'y être battu sur tous les tableaux, Séguy s'y est brûlé les doigts lors de la grève SNCF. Nous avions quant à nous, toujours affirmé que les contrats ne paient pas.

#### ET MAINTENANT?

La direction CGT s'est engagée à reculons dans la grève SNCF. Elle pouvait en redouter l'issue, elle en avait néanmoins besoin pour redorer son blason après le sabotage honteux de la grève Renault.

Au lieu de se réhabiliter, elle ne fait que rééditer en pire les résultats de cette grève Renault. Les travailleurs n'ont pratiquement rien obtenu. Certains ont fait 15 jours de grève sans que le paiement des jours de grève ait même été avancé systématiquement par leurs directions syndicales. Cette nouvelle démonstration de fermeté patronale et gouvernementale venant après celles de Renault, Usinor, Berliet, De Wendel doit donner à réfléchir aux travailleurs.

Il est difficile de se battre avec les mains liées par un contrat.

Les OS du Mans avaient en leur temps repoussé la reprise proposée par les directions syndicales. Aujourd'hui ce sont les cheminots de Sotteville qui, avec ceux d'une dizaine d'autres dépôts, ont refusé la reprise honteuse, et ne sont rentrés que mardi. Les autres sont rentrés amers, à contre-coeur, conscients d'être floués.

Après viennent la réflexion et le mûrissement. Et la bourgeoisie sait aussi qu'elle doit être ferme mais pas au point de discréditer totalement les directions syndicales. Faute de quoi ces dernières peuvent perdre le contrôle d'une partie de la classe ouvrière qui se radicalise et réfléchit au cours de ces luttes.

On aurait pu croire après Renault et la flambée qui l'accompagnait (De Wendel, Polymécanique, Solex) que les luttes marqueraient le pas. Les syndicats ont organisé les journées sur la retraite, les grèves de la fonction publique, pour maintenir leur pression. Puis la SNCF, la grève avec occupation des

tricoteuses de Chaligny qui dure depuis 15 jours, l'agitation ailleurs, montrent que les revers demeurent moins forts que le mécontentement qui nourrit la combativité.

Il est peu probable que la période qui nous sépare de l'automne sera un intermède. La bourgeoisie peut essayer de la mettre à profit pour porter de mauvais coups tant sur le front économique que sur celui de la répression. Il est possible aussi que l'agitation ouvrière se propage sans pause jusqu'à la rentrée sociale de l'automne.

Dans cette période les révolutionnaires doivent plus que jamais renforcer leur activité. Pour regrouper l'avant-garde ouvrière qui s'est dégagée dans les luttes. Pour éviter que le courant critique envers les directions syndicales ne se transforme en courant anti-syndical. Pour éviter que l'absence de perspectives politiques centrales ne dégénère en apolitisme corporatif.

La campagne menée dans les syndicats pour le mot d'ordre d'augmentations égales pour tous a déjà montré quel écho pouvaient rencontrer les révolutionnaires lorsqu'ils luttent pour des mots d'ordres de combat, unifiants et correspondant aux aspirations des travailleurs. C'est dans cette voie qu'ils devront continuer le travail militant pour que l'expérience des grèves récentes, même amère, ne soit pas perdue mais serve à la préparation des luttes de rentrée.

### résolution du comité central

# sur le secours rouge

1) Lorsqu'au printemps 70 le gouvernement, accentuant sa politique répressive, concrétisée par la loi anti-casseurs, lança une grande offensive contre les militants et la presse révolutionnaires, des secteurs importants de l'extrême-gauche ripostèrent en créant le Secours Rouge. Consciente qu'un large front de défense contre la répression devait être opposé aux attaques du pouvoir, la Ligue Communiste s'engagea sans réticences dans la construction de cet organisme en luttant pour sa transformation en une véritable organisation de masse.

Le SR était alors conçu comme une réponse unitaire des révolutionnaires à la répression et comme un mouvement de masse sans exclusives. Ceci impliquait pour les militants et les organisations qui le soutenaient qu'ils ne sacrifient en rien au SR leur ligne politique propre. A plus forte raison, l'action du SR ne devait en aucune façon être contradictoire avec la ligne politique des courants constitutifs du SR.

Dés lors, deux possibilités existaient : ou bien ces conditions étaient respectées et le SR pouvait devenir une organisation de masse effective ; ou bien certains courants concevaient le SR comme la couverture de leur propre intervention politique, au risque de le conduire à l'éclatement en raison des profondes divergences politiques qui séparent les groupes révolutionnaires en France.

2) L'évolution du SR pendant les derniers mois l'a entraîné dans la seconde voie. Elle l'a conduit à s'isoler, à se minoriser, à apparaître comme un courant politique particulier davantage que comme un mouvement de masse. Ce qui ne signifie pas que certains de ses comités de base ou de ses militants n'aient pas résisté ou échappé, notamment en province, à cette dégénérescence. Mais le SR central a couvert de son sigle

plusieurs interventions anti-syndicales, visant à l'affaiblissement du mouvement organisé. Lors de la préparation du premier Mai, il a cherché à imposer une manifestation à la même heure que la manifestation CGT mais sur un autre parcours; en participant à la manifestation de la CFDT le 22 Mai sur la Commune, il a délibérément servi de pion dans les manœuvres inter-syndicales. Ainsi s'est imposée dans les faits une orientation qui est celle d'un courant politique défini, et de la pire espèce dans la mesure où il dissimule cette ligne derrière une façade faussement unitaire.

Dès lors, le projet initial du SR ne pouvait que voler en éclats.

Le SR intervenant comme un mini-groupe ultra-gauchiste et gaspillant le capital considérable d'énergie et d'imagination de certains de ses militants, les militants de la Ligue Communiste ne peuvent plus apporter la caution de leur présence dans les comités de base et au comité d'initiative du SR; il est en particulier inexplicable aux yeux des travailleurs d'impulser et d'animer un travail systématique dans les syndicats et de demeurer en même temps dans une organisation qui joue de fait un rôle anti-syndical.

Le thème vague de la répression, coupé du contexte politique précis dans lequel il s'inscrit pour chaque cas concret, devait servir de point de ralliement à toutes les indignations et les révoltes de couches sociales peu liées à la classe ouvrière et qui, refusant toute discipline d'organisation politique, étaient prêtes à s'investir en permanence dans le SR. C'est ce phénomène que la Ligue Communiste a dès l'origine sous-estimé. L'attitude manœuvrière et la veulerie politique du PSU ont seulement favorisé cette évolution qui faisait du SR la couverture des courants maoistes privés d'expression propre, de plus en plus décomposés, et eux-mêmes

désormais débordés par toute une faune spontanéiste, apolitique et irresponsable.

3) La période récente a par ailleurs prouvé que les mobilisations contre la répression prennent un sens chaque fois spécifié et qui réclame des cadres de mobilisation propres : la coordination des comités de grève lycéens pour la libération de Gilles Guiot, l'unité d'action de divers groupes révolutionnaires contre le meeting d'Ordre Nouveau, l'action des enseignants à travers le cadre syndical pour la défense de Bertin, prouvent que le thème commode et vague de la répression risque de couvrir des problèmes politiques très différents et d'amener en conséquence des réponses inadéquates.

De plus en plus aujourd'hui, la riposte à la répression suppose pour être efficace un minimum d'accord sur l'analyse de son contexte politique. On ne peut en particulier isoler la répression policière du dégagement d'un support social marqué par la réapparition de courants d'extrême-droite. Au moment où se multiplient les provocations policières et les procès intentés à la presse révolutionnaire, où se développe le racisme et le racisme anti-jeune avec l'encouragement des milieux gouvernementaux, les révolutionnaires doivent moins que jamais déserter le front de résistance à la répression. Dès à présent, ils doivent faire le maximum pour unir leurs efforts sur plusieurs plans : dans le cadre de l'intervention syndicale, dans le cadre de campagnes politiques communes, dans le cadre de comités ad hoc contre certains faits de répression.

C'est dans ce sens que seront trouvées les réponses les plus appropriées aux problèmes posés par la répression gouvernementale.

# malgré la trahison de leur mo les cheminots ne rentrent pa

Toute la semaine dernière la combativité des cheminots ne s'est pas démentie un seul instant. Pourtant dès la fin des négociations, les directions n'avaient rien obtenu... La grève pouvait, devait se relancer, à partir d'une plate-forme revendicative précise, expression du haut niveau de la lutte. Mais déjà, les bureaucraties cherchaient le moyen d'arrêter la tempête. En vain ; c'est massivement que les cheminots centre par centre ONT REFUSÉ les explications lamentables qu'on leur offrait ; partout les staliniens ont été hués !

#### DES LE DEBUT LES IMPASSES STALINIENNES

Ce qui marquait l'entrée en lutte des chéminots, ce sont les deux éléments les plus marquants de la ligne politique que le PCF fait passer par sa fraction CGT:

- Contre la signature du contrat et ses effets

- Contre la grève pression.

Parallèlement, contre la surexploitation qu'entraîne la rentabilisation capitaliste de la SNCF et... l'absence de réaction depuis deux ans des mêmes directions syndicales.

Ainsi, devant la dégradation de leur niveau de vie, les cheminots luttaient contre le contrat dont la signature par tous les syndicats répartissait un accroissement de 7,15 % de la masse salariale! Le seul mot d'ordre CENTRAL juste était, au niveau des salaires, la dénonciation du contrat.La hausse effrénée des prix, le trucage du nouvel indice, la volonté de lutte des cheminots la justifiaient!

La fraction PCF N'A JAMAIS REMIS EN CAUSE SA SIGNATURE; elle impliquait la remise en cause de toute la politique contractuelle du gouvernement: Renault, Berliet, le contrat MALAUD de la Fonction Publique, le contrat et « l'avenant EDF ». Ainsi, des millions de travailleurs pouvaient, après le lancement de la grève SNCF, en finir avec une politique de salaires « contrôlés par le gouvernement », qui entend bien faire supporter aux travailleurs les frais de l'inflation: restriction de la consommation intérieure, pesée sur les salaires, reconstitution des marges de profit, etc...

Une esquisse de « Mai 68 » ou tout au moins son début, terrorisait tellement Séguy qu'il s'empresse de rappeler qu'il n'en sera rien! A partir de là, les syndicats proposaient une véritable négociation. On sait ce qu'elle a rapporté. Pour le PCF, la crainte d'un mouvement de masse en profondeur est directement proportionnelle à l'absence de crédibilité de toute solution politique du type démocratie avancée. Elle est aussi liée à l'apparition de militants révolutionnaires dans les syndicats, à l'audience de masse de la propagande que nous y faisons et dont on verra plus loin quelques exemples. Ainsi en janvier, sur le premier arrondissement sud-est la CGT lançait dans ses feuilles trois thèmes : la hiérarchie des salaires, la paix en Indochine, la rentabilisation... plus la diatribe contre les gauchistes! Ce sont en fait trois thèmes que nous ne cessons de développer sur tout ce secteur, comme sur les autres d'ailleurs. Quant au dernier thème, stalinien, il est la réponse à notre exigence du respect de la démocratie syndicale.

Ainsi, sur cette pièce de la signature du contrat, la fraction PCF de la CGT a-t-elle concrètement TRAHI les revendications des cheminots :

\* en signant le contrat sans avoir jamais consulté les travailleurs, QUI EUX, ne se sont jamais sentis liés

\* en développant des luttes sectorielles, limitées, qui n'ont jamais permis d'arracher autre chose que des retenues sur les primes, plus des amendes !

\* en lançant l' idée (dont il ne reste vraiment rien aujourd'hui) sur le contrat « ébauche intéressante d'échelle mobile », les bureaucrates syndicaux prenaient une lourde responsabilité : celle de montrer leur faillite devant des milliers de travailleurs ... C'est ce qui est apparu clairement lors des α reprises ».

On aura beau chercher, pas un seul stalinien aujourd'hui ne peut essayer de défendre les positions syndicales sur le contrat et ses «bienfaits» et surtout pas devant les cheminots !

La deuxième faillite de la fraction stalinienne du syndicat tient dans la forme même que prennent les luttes du secteur public et nationalisé : pour elle, la grève se développe à la base, les directions syndicales sont l'INTERMÉDIAIRE avec la direction et le gouvernement. Les BUREAUCRATES SYNDICAUX FONT LE CONSTAT DE LA COMBATIVITÉ, à aucun moment ils ne l'ORGANISENT. Au fond, pour eux, la négociation EST LE BUT quel que soit le résultat (et pour les cheminots il est nul). « Voyez, patrons, faites mieux, faute de quoi les conditions de la reprise ne sont pas réunies ! ». La grève pression conçue par les bureaucrates n'avait rien de commun avec la lutte des cheminots.

Cela a et aura des conséquences très profondes chez eux. Jamais peut-être la rupture entre les impasses de la stratégie stalinienne de la CGT de la SNCF et les travailleurs n'avait eu une telle réalité, ressentie...

#### L'INTERVENTION DES CELLULES DE LA LIGUE

Nous en avons peu parlé jusqu'ici. Notre intervention a porté d'emblée sur la structuration de la lutte :

\* élection de comités de grève, regroupant la totalité d'un centre (ateliers, dépôts roulants et sédentaires, exploitation, etc.) et composé des représentants ÉLUS des travailleurs, syndiqués et non syndiqués, représentant la totalité des grévistes et révocables à tout moment. Le comité de grève applique la démocratie ouvrière, discute les revendications à mettre en avant, structure la grève : création, renforcement des piquets de grève, occupation, organisation des manifestations de solidarité « usagers et cheminots », etc ...

\* structuration nationale des comités de grève, émanation de la lutte des cheminots qui unifie la lutte, INFORME tous les centres, reçoit le compte-rendu des discussions patrons-syndicats, ces derniers ne pouvant accepter une proposition QUE SUR MANDAT du Comité Central de grève. Une telle organisation de la grève permettait de poser les revendications que, massivement, les cheminots étaient prêts à défendre : augmentation uniforme, prime de vacances égale pour tous, salaire brut minimum échelle 2 à 100 000 AF, incorporation des primes fixes au salaire de base, paiement intégral des jours de grève.

Des revendications de MASSE, une organisation puissante de la grève, le respect absolu de la démocratie ouvrière, sont des données que nos cellules ont fait connaître massivement : l'assentiment de cheminots ne s'est jamais démenti.

C'était exactement ce que les quelques staliniens de l'appareil syndical, à tous les échelons, ne voulaient pas ! Pourtant dans de nombreux centres, CE SONT LES CHEMINOTS EUX-MEMES, et y compris, pour la première fois, des membres à la base du PCF, qui ont fait respecter le droit des militants révolutionnaires à faire connaître leur position.

Ainsi la fraction PCF est-elle apparue comme le noyau « dirigeant du syndicat » sans même entraîner la totalité de l'effectif du PC sur l'entreprise, à Villeneuve, à Paris-Lyon, à St-Lazare, dans de nombreux centres de province.

Pendant la grève, les militants révolutionnaires de la Ligue ont été au cœur de la lutte, dans les assemblées générales, dans les piquets de grève. Les « Taupes Rouges » et « Lutte Continue » ont pu apporter jour après jour des informations, populariser les mots d'ordre exposés dans l'assemblée quotidienne des travailleurs.

# LA REPRISE: A DEFAUT DE SIFFLET DE LOCOMOTIVE, LES HUEES DES TRAVAILLEURS!

Pourtant les bureaucraties CGT et CFDT ont fait le mieux possible pour casser la lutte : ils sont venus en chaussons, pas en sabots :

\* en laissant des quantités de petits centres de province sans information ni directives, les fédérations pouvaient compter sur une reprise « en douceur » ;

\* les bureaucrates jureront que « c'est la base qui décide la reprise : nous, nous n'avons donné qu'un avis sur le fait que rien de plus ne peut être obtenu » ;

\* le communiqué fédéral sera connu dans la journée de samedi par l'« Huma-Dimanche ». Aucune diffusion de masse. Sitôt le communiqué connu, la colère éclate. Mais déjà le vendredi matin, alors que la grève tenait magnifiquement, le vent était à la reprise; en n'organisant pas d'assemblée le samedi ni le dimanche, on atteindrait le lundi matin sans histoire ...

Malgré toutes ces précautions, la reprise fut « organisée ». Partout le dirigeant stalinien tenta de présenter le côté positif des résultats; à St-Lazare, le délégué parla de victoire et ne put continuer. Au dépôt de Villeneuve, presque tous les roulants du dépôt et les sédentaires refusent la reprise : le stalinien de service essaiera cinq fois de suite de faire voter la reprise. A Sotteville, à Reims, sur tous les travailleurs présents, une vingtaine votera la reprise. AUCUN CENTRE n'a accepté le vote des fédéraux. A Toulouse où de justesse a été votée la reprise ... la grève reprend immédiatement contre les sanctions prises contre un roulant!

#### LUNDI MATIN LA COMBATIVITÉ DES CHEMINOTS ÉTAIT INTACTE!

Il y eut à Argenteuil un stalinien pour trouver l'argument qui se voulait décisif : « il faut savoir terminer une grève, camarades ». Le reste se perdit dans les huées ...

Cette fois encore, comme en Mai 68, comme en Septembre 69, les staliniens de la CGT ont cassé une lutte massive des cheminots, parce qu'elle avait une dynamique politique: la remise en cause des options économiques et politiques de la bourgeoisie ...



Ainsi, rien n'est obtenu; l'enveloppe salariale prévue par le budget SNCF 71 reste intacte: 1 % en juillet au lieu de septembre ... et 2 % repoussés de novembre à décembre. Il est bien entendu que la prime d'exploitation reste hiérarchisée de 72 à 5000 francs. Les côtés positifs que MARTIN (CFDT) et MASSABIEAUX (CGT) ont trouvés, c'est que la direction accepte de redéfinir les grades et filières (la fonction) avant la mise en place de la nouvelle grille hiérarchique ... qui maintient et complique même l'ancienne grille! De plus, le principe d'une prime de vacances « est retenu pour 1972 », bien sûr en fonction des progrès escomptés de la productivité. Les compressions de personnel sont suspendues jusqu'en septembre ... comme chaque année, où les pointes d'activité sont compensées par une relative embauche d'intérimaires ... ne bénéficiant pas du statut.

Chaque cheminot perd au moins 500 F (souvent plus) du fait de la grève ... dont le paiement sera échelonné ou dont les journées perdues seront prises sur ... les congés-jours de repos! N'ayant pas exigé le paiement des jours de grève, les bureaucraties syndicales n'ont, à la connaissance des cheminots, pas « protesté »!

#### UNE EXPÉRIENCE A ÉTÉ FAITE ...

...par les cheminots; et il semble que quelque chose de nouveau est apparu: c'est concrètement qu'a été ressentie la trahison des bureaucraties CGT (hégémonique sur la SNCF) et CFDT (qui s'est tenue dans l'ombre du mouvement au plan national). La revendication de la démocratie ouvrière, de l'organisation de la lutte, du mot d'ordre d'augmentation uniforme, les impasses politiques staliniennes, laissent des traces profondes. L'activité des cellules de la Ligue pendant la grève, l'assentiment massif qu'elle a suscité, les discussions positives, le renforcement des « groupes Taupe » et « Lutte Continue », montrent qu'un pas qualitatif a été réalisé par les militants syndicaux d'avant-garde.

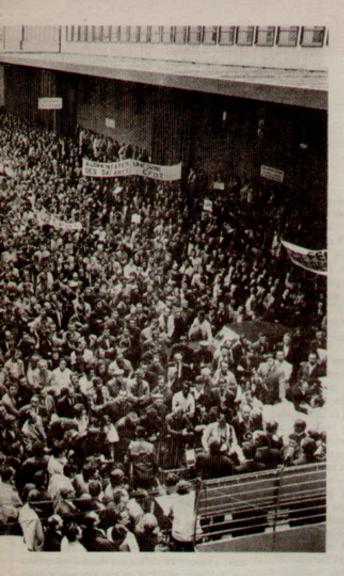
Des cartes ont été malgré tout déchirées publiquement dans de nombreux centres, condamnation sans appel de travailleurs écœurés ... Notre intervention doit RAMENER ces militants au syndicat, ARME DE TOUS LES TRAVAILLEURS. Le départ du syndicat, outil de lutte quotidien contre la répression patronale, ne peut pas se justifier : la fraction PCF de la CGT doit être combattue, dans le syndicat, c'est encore plus clair que ismais!

Malgré tout, après cette expérience d'une lutte puissante et cassée (le rôle des syndicats « jaunes » y a d'ailleurs été pour beaucoup), les cheminots ne sont pas rentrés brisés ...

Aujourd'hui, plus que jamais, le combat continue, contre les conséquences du plan de rentabilisation, contre les contrats anti-ouvriers. Pour les cheminots, malgré tout, ce n'est qu'un début

24 juin 1971. Y. JAMARD.

# uvement s battus



## échos d'une reprise

Villeneuve : Assemblée dimanche soir 17 h. On crie au stalinien de VVO: a dis-le donc que tu es pour la reprise! ». Il est pour, bien sûr! Les applaudissements à son discours de reprise sont maigres: 10 ou 20 à tout casser. On lit le communiqué CGT-CFDT... qu'on s'est lu partout toute la journée et transmis. Beaucoup de militants sûrs « que ça va reprendre » ne se sont pas dérangés. Un camarade inorganisé déclare qu'avec ses 8 copains, il a compris... il n'entrera pas au syndicat (il a tort et nous ne sommes pas d'accord, le syndicat est l'arme de tous les travailleurs). D'autres interventions rappellent que rien n'est obtenu. Des militants précisent à leur tour que la grève par le refus de son organisation par les syndicats, ne pouvait être victorieuse: tonnerre d'applaudissements. Plus des 3/4 de l'assemblée votent contre la reprise. Le trio stalinien précise que la reprise se fera par secteur (elle sera plus facile pensent-ils?); à VVO où le PCF a sa meilleure implantation il y avait à peine 30 % de grévistes. Au dépôt (CGT, CFDT, FGAAC) personne n'a été pour la reprise.

Dépôt : reprise houleuse ; journée de lundi mouvementée. A l'assemblée de 7h, 80 % des présents sont contre la reprise, sédentaires et roulants. On enverra bien une tête syndicale nouvelle, mais pas facile ; à midi on en est au même point. Timide proposition de vote « secret », ça ne passe pas. De 14 à 16 h on recausera parfois « vivement ». Plusieurs militants écoeurés déchirent leur carte. Il faudra 3,4 faux votes bidon et puis... Boubou appelle « comme responsable syndical » à la reprise. Au moins c'est clair. Il a failli s'étrangler. Chaude journée pour les PCF partisans de la reprise au dépôt.

Toulouse: Vote « secret », légère majorité pour la reprise. Mais les cheminots apprennent que des sanctions sont prises contre un militant CGT accusé « d'avoir tapé un jaune », la grève reprend

contre les sanctions.

Reims: 20 voix pour la reprise.

Montpellier: La CFDT prend position contre le contrat. Le communiqué de reprise CGT-CFDT est sifflé, à la majorité comme à Rouen où le bureaucrate ne peut plus placer un mot. (20 pour la reprise).

Paris Lyon: Impossible d'organiser le vote de reprise. La CGT annonce les heures de reprise par chantiers. A Bercy, 2 pour la reprise, 48 contre.

St-Lazare : La tribune est prise d'assaut quand le délégué parle de victoire et de reprise. Sifflets, huées, il ne pourra pas parler plus longtemps. Le lendemain les militants révolutionnaires organisent un mini-meeting avec 150 cheminots... après la déroute des quelques staliniens présents.

Avignon: l'occupation continuait lundi matin, à Grenoble grève à 100 %; pareil à Tours, Vierzon contre la reprise unanime. Lyon, Vénissieux : reconduction de la grève de 24 h lundi.

# le psu, lo et la grève des cheminots

Le tract dont nous avons extrait ces quelques lignes a été diffusé par des militants PSU sur des gares parisiennes.

En passant à l'action directe, les cheminots prouvent qu'ils ont le désir et les moyens de prendre en main les affaires qui les concernent.

Les fédérations CGT et CFDT ont eu une position juste en lançant un appel à l'action, en laissant aux cheminots à tous les niveaux l'initiative quant aux formes de cette action.

C'est le rôle des assemblées générales communes maîtrise—cadres—exécution de permettre à tous les cheminots de prendre la parole et de confronter leurs points de vue, pour décider de façon démocratique des actions à entreprendre, des revendications prioritaires. C'est à ces AG d'apprécier les résultats des négociations où les représentent leurs porte-paroles, et de décider de la suite à donner au mouvement.

Rien d'étonnant à ce que le tract PSU suivant soit titré : « Un communiqué incompréhensible » (il s'agit du communiqué CGT\_CEDT appropriet la regrise)

CGT-CFDT annonçant la reprise)

Les fédérations qui s'étaient refusé à organiser la grève, organisaient désormais la reprise...

Quant à nos camarades de L.O., ils ont diffusé dimanche le texte suivant :

Jamais nous n'avons vu une telle unanimité parmi les travailleurs du rail. L'énorme majorité des cheminots est prête à continuer la grève. Cette grève a été une réussite bien que cinq fédérations syndicales de cheminots sur sept s'y opposent.

Si deux fédérations de plus se prononcent contre la grève, cela ne changera rien au mouvement si nous, cheminots, nous

Les syndicats font la preuve qu'ils sont plus sensibles à la pression des pouvoirs publics qu'à la volonté des travailleurs du rail.

S'ils se retirent de la grève, nous continuerons la grève sans eux. C'est à eux de choisir.

(...)
Elisons partout nos comités de grève et décidons la grève

illimitée jusqu'à satisfaction.

Dimanche 20 juin
LES CHEMINOTS DE LA TENDANCE « LUTTE OUVRIERE »

Le moins que l'on puisse dire est qu'il s'agit là d'une position gauchiste. Même si elle correspond au sentiment de colère qu'ont éprouvé, à l'annonce du communiqué CGT-CFDT, de nombreux cheminots, elle n'ouvre qu'une perspective aventuriste, absolument irréaliste, qui refuse de prendre en considération le

pourrissement réel de la grève, et le rapport de force avec l'Etat qui en découle.

Il est également significatif que ce tract soit signé « cheminots de la tendance Lutte Ouvrière ». Cela revient à mettre sur le même plan une organisation politique d'avant-garde, et les syndicats, organisations de masse, à confondre les fonctions spécifiques de chaque type d'organisation.

Est-ce ainsi que Lutte Ouvrière conçoit les rapports entre organisation d'avant-garde et organisation de masse ?

Nous y reviendrons.

#### critiques de l'économie politique

L'objet de ce numéro 3 de Critiques de l'Economie Politique est d'apporter une contribution au combat que mènent les marxistes-révolutionnaires, notamment en Amérique Latine, en analysant la « nouvelle stratégie » de l'impérialisme.

Ainsi on pourra trouver au sommaile :
- un article de Gunder Frank (Le

des articles collectifs de Jean Bailly, Jeanne Deward et Patrick Florian (Note sur la formation du sous-développement en Amérique Latine; l'exacerbation des contradictions dans les économies semi-industrialisées; vers une nouvelle stratégie de l'impérialisme), où sont traités les problèmes de bourgeoisies compradore, nationale, associée, la formation du prolétariat et le développement des luttes de classes;

 un article traitant de ces problèmes dans le cas brésilien (Emile Sader : Capitalisme sous-développé et dictature militaire) ;

 une étude sur le choix des techniques dans les pays sous-développés, par Muller-Plantenberg;

 deux critiques remarquables de la thèse d'Emmanuel par Florian et Chatelain

 une analyse du développement des contradictions en Irlande, par Chaban etc.

# quand FO accueille les transfuges de la CFT

α Nous espérions que la CFT serait devenue représentative. Le projet en ce sens ayant été repoussé à l'Assemblée Nationale, le mois dernier par 240 voix contre 15, nous a définitivement décidés. Nous avons choisi FO parce que leurs revendications sont très proches des nôtres ».

 Ainsi s'exprimait, il y a quelques jours, le secrétaire général de la fédération CFT des grands magasins et du commerce.

Comment FO répondit-elle à ces avances d'un syndicat fasciste inféodé au patronat ?

Marius Allégré, secrétaire général de la fédération FO des employés lui ouvrit les bras :

« La venue de ce syndicat au sein de FO se faisait sans préalable et sans condition ».

Cette amicale fusion est assurément significative . Elle permet de dresser le constat d'échec du syndicat fasciste CFT .

Malgré une aide puissante de certains milieux gouvernementaux et d'une partie du patronat, malgré les tentatives répétées pour tenter de faire « reconnaître sa

représentativité », la CFT a lamentablement échoué.

puissance sur l'entreprise et son influence sur la ville.

Elle a percé sur quelques entreprises comme Simca-Chrysler (Poissy) ou Citroën (Rennes) où elle s'efforce de faire régner une véritable terreur. Nous avons relaté dans Rouge comment l'intervention de la Ligue à Rennes avait mis en cause sa toute

Mais à part ces rarissimes bastions, la CFT n'a pas réussi à s'implanter. Préparée à grand renfort de publicité, la manifestation parisienne de l'automne dernier ne mobilisa que 2 à 3000 participants, dont beaucoup n'étaient venus que par suite de menaces et de pressions physiques.

Aujourd'hui la CFT apparait de plus en plus aux yeux des travailleurs pour ce qu'elle est réellement : un groupuscule anti-ouvrier dont la survie dépend directement des subsides patronaux.

Sa faillite est celle d'une opération tentée par une fraction particulièrement dure du patronat, encouragée en sous-main par le pouvoir :

Implanter nationalement un syndicat patronal dans la classe ouvrière.

Comme le projet est en train de capoter, on voit les premiers rats qui commencent à quitter le navire...

Qu'ils aillent se réfugier dans les jupes de FO n'a pas de quoi nous surprendre.

Syndicat totalement intégré, foncièrement anti-communiste, FO, dans pratiquement toutes les luttes et dernièrement à la SNCF, s'est rangée du côté du pouvoir et du patronat contre les travailleurs. Au moment où démarraient les grandes luttes du mois de mai, FO sortait un communiqué édifiant pour mettre en garde les travailleurs et affirmer qu'elle ne remettrait pas en cause sa signature par des grèves intempestives.

Rien d'étonnant à ce que ce communiqué soit cité par le Figaro comme un exemple de « syndicalisme responsable »...

L'antistalinisme — pour le moins ambigu — d'une certaine gauche de FO (qui s'entend d'ailleurs fort bien avec Bergeron) est pour ce dernier un moyen de camoufler le caractère anti-communiste et anti-ouvrier de sa politique.

Certains groupes révolutionnaires, dont les militants ont été exclus bureaucratiquement de la CGT, ont constitué des sections FO combatives. C'est le cas notamment de nos camarades de Lutte Ouvrière (dont certains ont joué un rôle important dans la section FO lors de la dernière grève à la Polymécanique de Pantin).

A tous ces militants nous devons poser la question. Constituer des sections FO dynamiques — encore que très souvent minoritaires — n'est-ce pas fournir à cette confédération une couverture de gauche, dont elle a aujourd'hui le plus grand besoin pour redorer sur blason?

N'est-ce pas se couper des travailleurs et des militants de la CGT, qui vomissent à juste titre ce syndicat anticommuniste? Il est absolument erroné de renvoyer dos à dos la CFDT et FO, comme le font les camarades de LO, qui voient dans l'une et l'autre deux centrales réformistes interchangeables et choisissent entre elles uniquement en fonction de considérations locales (« celle où l'on peut le plus facilement s'exprimer »...)

A l'heure où des pans de la CFT trouvent en FO un nid accueillant, il est temps pour les révolutionnaires qui militent dans la centrale de Bergeron de réfléchir sur l'évolution de cette confédération, et de se poser la question : peuvent-ils cohabiter, dans cette centrale de collaboration de classe, avec des transfuges de la CFT?

# le procès de rouge

L'Idiot International - Jean Paul Sartre et la Cause du Peuple - Rouge - 3 procès - 3 tentatives du pouvoir pour museler la presse révolutionnaire et pour mettre fin au malaise qui se développe aujourd'hui dans la France

gérée par l'UDR.

Marcellin a choisi de frapper fort pour aplanir les difficultés et faire taire les mécontents. Sa méthode est-elle la meilleure, et pourra-t-il compter sur le soutien inconditionnel de ses complices en gouvernement? Le vote de la loi réduisant la liberté d'association, les félicitations chaleureuses de Pompidou à la police française lors de son interview du 24 juin, sont-ils des signes suffisants? Le malaise est certain : de plus en plus la police apparait comme un Etat dans l'Etat et ses exactions inquiètent jusqu'aux membres de la majorité. Sont-ce des signes contraires? Le fond du problème n'est pas là : l'évolution de la situation sociale restera le facteur déterminant. Le développement de luttes dures, d'impact national, comme Renault et la SfICF, la multiplication des mouvements de grève ont mis fin aux quelques mois d'idylle des contrats de progrès. La crise économique

La fraction de la majorité qui est derrière Marcellin est prévoyante. Quand elle poursuit la presse révolutionnaire, elle vise à un triple but :

\* donner des assurances à un corps de policiers qui s'estiment incompris, lésés, mésutilisés, mal-aimés, en frappant ces « casseurs », ces « gauchistes dont nous vient tout le mal » et sur lesquels, depuis quelque temps, il n'était plus possible de casser une matraque sans soulever l'indignation d'une partie de l'opinion.

\* montrer, en nettoyant le terrain, que la solution de la fermeté est la bonne, que le respect de la démocratie classique ne menant qu'aux troubles, il vaut mieux inaugurer au plus tôt les formes juridiques de la « nouvelle société » : plus de liberté d'association, plus de liberté de presse, travail, famille, patrie, nul n'est sensé ignorer la loi du plus fort. A quand le tour de la liberté de réunion? A quand « Hitler avait raison » ?

\* plus profondément, se donner des garanties contre l'aggravation du climat social. Marcellin, moins stupide que les plumitifs de l'Humanité, sait bien qu'il est de plus en plus difficile pour les bureaucrates syndicaux de « casser » les mouvements revendicatifs. La récente grève SNCF l'a bien montré : la présence des révolutionnaires et de leur presse

n'est pas étrangère à ce changement de rapport de forces en faveur de la classe ouvrière. En attaquant de front les organisations révolutionnaires, Marcellin vise à revenir à une situation où les appareils syndicaux contrôleraient à nouveau sans problème les mouvements de la classe. Il n'a pas, ou peu, le sens de l'évolution historique : par définition, un responsable de l'ordre doit être hermétiquement clos à ce genre de conception.

Mais les réactions aux initiatives policières ne manquent pas. Les récents scandales (Guiot, Deshayes, Jaubert, etc.), les exactions de l'appareil répressif, l'aggravation de l'arsenal judiciaire inquiétent des couches de plus en plus larges de la population. La remontée du fascisme en Italie, qui apparaît (de façon correcte ou non) comme un avertissement, les appels au crime des CDR, les « bons citoyens qui s'arment et qui font feu », tout cela alourdit encore le climat. Le problème de l'ordre ne se pose plus sous forme d'alternative simple - Ordre ou Désordre - mais sous forme d'interrogation angoissée : quel désordre ?

237 personnalités ont signé un manifeste déclarant entre autres : « Il faut faire justice, c'est-à-dire dénoncer les crimes de la police et dénoncer les coupables ». Une Commission

d'enquête comprenant des journalistes et des hommes politiques a été constituée pour faire la lumière sur l'Affaire Jaubert. Celui-ci a porté plainte contre la police, à Paris un candidat au bac porte plainte également pour sévices, à Lille un ressortissant algérien dépose la même plainte.

Rouge est inculpé pour injures et diffamation envers la police. Sur quelles bases? flous reproduisons ci-dessous deux des citations à comparaître (pour une 3e voir Rouge No119). Mous y joignons des coupures de presse et des extraits de Rouge pour lesquels personne n'a été inculpé. Ces coupures et ces extraits prouvent le bien fondé - sur des cas précis des articles pour lesquels nous sommes accusés de diffamation. Alors, que cherche Marcellin? Pourquoi des inculpations sélectives? Pour faire éclater la vérité? Ou bien plutôt pour utiliser une justice obéissante à l'écrasement de la presse révolutionnaire ? Les affaires précises pour lesquelles Marcellin n'a pas porté plainte, et sur lesquels nos confrères de la presse ou nous mêmes avons écrit, nous les citerons au procès. Rejoignant par là nos camarades signataires du « manifeste contre la police », nous poserons en clair le problème d'une police qui échappe aux lois qu'elle est sensée faire

## solidarité avec sartre

L'extrême-droite, la droite fasciste, a fait un pas vers Marcellin. Elle a cessé de crier « fusillez Jean-Paul Sartre! » pour titrer « En prison Jean-Paul Sartre! » (Minute). Et Marcellin a entendu, voilà

Sartre inculpé.

Motif? Des articles vieux d'un an publiés dans la Cause du Peuple. Articles semblables à ceux pour lesquels Le Bris et Le Dantec avaient été jetés en prison. Mais l'ordre bourgeois hésitait à s'en prendre à Sartre en personne, et différait ses coups. Pour tout bourgeois qui se respecte, s'en prendre au symbole même de la culture d'une époque est chose détestable. Monsieur Marcellin lui, préfère l'ordre au respect de soi-même. Il y a quelque temps le beau ministre de l'Intérieur se plaignait que Krivine et Bensaid n'eussent rien de Rabelais. Misérables gauchistes, pensait-on, avec le Monsieur. Mais pourquoi diable invoquer Rabelais? On le sait aujourd'hui : pour

mieux le jeter en prison. Que la culture se collectionne et que les maniaques y trouvent leur compte, cela n'étonne personne mais il faut le privilège d'être Ministre de l'Intérieur pour pousser l'amour de la Culture jusqu'à mettre sous clé ses plus grands représentants.

Jusqu'où ira votre singulier amour, Monsieur le Ministre? Jusqu'à gorger de flammes les autodafés de la « Raison Dialectique »?

Commentaire de Salini l'Humanité) : encore un coup Marcellin pour redorer la blason des gauchistes! Stupéfiant?

Pour ceux qui doutent de la veulerie et de la stupidité des staliniens, certainement. Mais pas pour ceux qui se souviennent qu'en matière d'autodafé, le stalinisme ne fut pas avare d'exploits. Faut-il rappeller l'opération qui vida les bibliothèques d'Europe de leurs exemplaires d'Histoire et Conscience de Classe? Mais dans la veulerie et la stupidité, Monsieur Salini vient de battre

un de ses propres records.

Du strict point de vue des intérêts du PCF, qui ne sont pas ceux de la classe ouvrière, c'est une imbécilité, car le PCF ne gagne rien à bousculer les intellectuels qu'il se propose de rallier à l'Union de la

Du point de vue politique (lutte contre la bourgeoisie), c'est d'une totale irresponsabilité. Ne pas voir que l'attaque de la police contre Sartre est significative d'une nouvelle étape dans la répression, étape marquée par le vote de la loi sur les associations, par le resserrement de l'étreinte policière sur les forces démocratiques et révolutionnaires, est dans les faits-mêmes une attitude de trahison de la lutte du prolétariat. Un e qui n droits démocratiques de l'intelligentsia, droits de dire ce qu'elle pense du monde et de comme il va, est un Parti qui décidemment ne mérite pas le nom de communiste.

Certes nous ne partageons pas une part de la naïveté qui entre dans l'attitude de Sartre : « qu'ils m'accusent s'ils osent ». Pour nous, communistes révolutionnaires, le pouvoir bourgeois est capable de tout agressions impérialistes, (fascisme, massacres etc.), et la vertu des révolutionnaires est de porter le maximum de coups à la bourgeoisie en faisant en sorte d'en recevoir le moins, et non de s'offrir en victime. Mais aucune divergence (même de fond) sur l'action à mener ne peut valoir pour condamner l'attitude de Sartre, pour rompre le front contre la répression. En prenant hier la défense de la presse d'extrême-gauche, Sartre fait aujourd'hui de son inculpation celle de toute l'extrême-gauche.

Tous les révolutionnaires, tous les progressistes et les démocrates unis contre la répression, exigent la levée de l'inculpation contre Sartre.

# faux témoignages?

un extrait de l'inculpation

MICHALOUX Charles en sa qualité de Directeur de publication de l'hebdomadaire « Rouge » commis le délit de diffamation publique envers la Administration Publique, en publiant et diffusant, dans le numéro 92 de ce journal, daté du 14 décembre 1970, page 11, un article signé Patrick FRESNEL, intitulé « La Police, la Justice et le pouvoir » ledit article étant retenu pour le passage suivant situé colonne 1 A un moindre degré c'est le scandale des témoignages de policiers devant les Tribunaux. Combien d'exemples de ces procès où l'on voit défiler à la barre des témoins des flics qui accusent le prévenu de les avoir frappés ou injuriés, alors que ralement l'accusé a été passé à tabac par ces mêmes policiers! N'a-t-on pas vu le témoin flic arriver en ambulance, au Palais de Justice, l'air mal en point, et repartir après avoir témoigné à charge, allègre, sur ses deux jambes, et visiblement soulagé. Cela s'appelle en termes judiciaires un faux témoignage. Par dizaines, des policiers se sont livrés devant la Justice, et après avoir prêté serment à des faux témoignages. Cela est passible de la prison. Mais voilà, le flic est assermenté, un témoignage de flic, vaut cent témoignages opposés. Un flic est assermenté pour faire de faux témoignages ». Ledit passage étant de nature à porter atteinte à l'honneur et à considération de la Police, Administration Publique.

et des articles non-inculpés

Le père du lycéen Gilles Guiot téléphone lui aussi : ¿ Comment aimer la police quand on a eu un fils victime de deux faux témoignages de policiers? »

France-Soir 21 juin 71

Rouge numéro 102 - 22 fev 71

Le 9 février encore, Gilles Guiot et Alain Gour Chaptal, se trouvent sur le trottoir vers 18h 25 l interpellés pour vérification d'identité. Conduits da attendent. Vers 18h 40 la porte du véhicule s'ouv met à hurler, ,« Salaud, tu as cassé la gueule à un l l'hopital ». C'est tout. Gilles Guiot est condamné er flagrant délit à 6 mois de prison dont trois ferme, p à agent. Un policier a affirmé qu'il lui avait donne poing. Un autre policier l'a vu faire. Tous les deux ont fait un faux-témoignage. C'est une pratique o exemples en sont innombrables : combien de mili passés à tabac, ont été condamnés pour violences à témoignage du flic qui les avait frappés dans l commissariat. Mais cette fois, le scandale est trop f falloir soit que la justice recule c'est-à-dire recons deux policiers ONT FAIT UN FAUX-TEMOIG qu'elle les couvre, et ainsi se rende complice.

flic - se plaint - de coups portés au dos et de traumatisme cranien, mais l'examen médi négatif : aucune lésion, rien ! Peu importe, il à la maison des gardiens de la paix où il est tion . ; voilà 11 jours qu'il s'y trouve, y attend-Amené en ambulance à la 23° chambre com pénètre pâle et défait, soutenu par un collèg au point que le président lui proposera de s' qu'il ne succombe.

Après quelques questions de ce type, le s'apercoit brusquement que l'agent du trésor ceptible de réclamer des dommages-intérêts (if a probablement perdu sa convocation!); alors avec ses deux compères pour - délibe blement avec Marcellin au bout du fil

Les camarades présents au procès se lé ment et sortent le poing levé, · poussés · en uniforme et sous les yeux approbateurs d' de civils déguisés en spectateurs. Quelques tard on verra le flic « agressé » et « blessé » salle d'un pas allègre, sifflotant en marchant lance qui le ramènera vers sa maison de repo

Le but le plus clair et le plus direct du procès fait à Rouge est de frapper à la caisse du journal pour l'empêcher de poursuivre sa publication.

l'argent qui nous est nécessaire pour faire face aux frais du procès et aux amendes qui nous sont gracieusement annoncées par l'Igroellin.

CCP Rouge 25 043 88 Paris (mention « Rouge-Procès ») ou Rouge, 10 impasse Guéménée : Paris 4e

# appel

Le ministre de l'intérieur et le gouvernement se sont lancés dans une vague de répression qui touche aujourd'hui tous ceux qui osent contester le pouvoir. Après les attaques répétées contre les militants révolutionnaires, Mr Marcellin s'en prend à la presse comme en témoigne l'affaire Jaubert. Le 6 juillet s'ouvrira la procès de Charles Michaloux, directeur de s Rauge », hebdamadaire de la Ligue Communiste.

Cinq fois inculpé de diffamation contre la police, ce journal risque une grosse peine. A travers ce procès s'ouvre celui de la liberté de la presse. Caci ne doit pas être toléré.

Les sous-signés affirment leur solidarité avec les articles incriminés et se déclarent prêts à venir témoigner lors du procès, montrant ainsi leur volunté de s'opposer à l'installation progressive en France d'un Etat Policier.

## le dernier coup de marcellin

## la fin de la liberté d'association

Nationale, sur proposition du ministre de l'intérieur, vient d'adopter un projet de Loi limitant le droit d'association défini par la loi de 1901. Une des conquêtes du mouvement ouvrier (avec la liberté de réunion et la liberté de la presse) se voit ainsi réduite à zéro par le gouvernement Pompidou. La chose est grave : donner des limitations à une liberté comme celle de la presse, de réunion, d'association, c'est faire disparaître cette liberté. Dorénavant, les préfets auront tout pouvoir pour refuser la création officielle des associations qui leur déplaisent, fermer leurs locaux, arrêter leurs militants... Les prétextes avancés par le pouvoir (interdire les associations de malfaiteurs, celles qui se donnent comme but la négation de la nature républicaine du régime, etc..) ne font plus frémir personne. De même que la Loi anti-casseurs, la nouvelle loi vise

chose est faite, l'Assemblée l'ensemble du mouvement ouvrier, et soumet la justice à la décision directe du gouvernement.

Votée en 1901, la liberté d'association n'avait jamais été remise en cause, sauf par le régime de Vichy. Ce n'est pas un basard:

« Après avoir dirigé sous Vichy le bureau d'orientation et de formation professionnelle, Raymond Marcellin a fait son apprentissage policier en 1948 sous Jules Moch, comme sous secrétaire d'Etat à l'Intérieur ». (Le Nouvel Observateur, p.59-8 mars 1971) Mr Marcellin regrette-t-il la « bonne époque » ?

Plus que jamais, il est urgent de mener une lutte conséquente contre la transformation progressive de la France en un vaste camp d'internement, rêve de plus en plus avoué de notre ministre de l'Intérieur et de son appareil policier.

P.S.

#### de nouvelles signatures

Moosman Daniel Albicocco Jean Gabriel Enrico Robert **Boisset Yves** Mocky Jean Pierre Malle Louis Truffaut François Costa-Gravas Molinaro Edouard Chabrol Claude Baratier Jacques Carné Marcel Yanne Jean Laffont Bernadette Audran Stephane Reggiani Serge Seyrig Delphine **Barouh Pierre** 

Backman René Bost J.L. Namia Robert Bodenan Jean Claude Righini Mariella Padovani Marcelle Rioux Lucien Ray Michèle Chauvin Jean René Angeli Claude Jaubert Alain Cappocci Armand Noirot Paul Kagan Elie Blin Roger Poujouly Claude Moreau Jean Colombo Pia

Schwartz Laurent Chaintron Jean Rocard Michel Chapuis Robert Vincent Jean Marie Behar Abraham Leduc Victor Dr Rey Roche Maurice Noël Annie Serreau J.M. Bertheau J. Laurin Jacques Lebrun Danièle Schaub Marianne Ivernel Maryvonne

Febillotte Alain

Pannequin Roger Halbwachs Pierre Tillon Charles Garaudy Roger Kahn Marcel-Francis **Bourdet Claude** Cavanna Cabu Wolinski Delfeil de Ton Choron Gébé Maître Georges Pinet Nougaro Claude Blanc-Francard Patrice Gras Philippe Constantin Philippe Paringaux Ph. **Bourseiller Antoine** 

**Duras Marguerite** Mallamoud Charles Nadeau Maurice Mascolo Dyonis Serreau Geneviève Clavel Maurice Prévert Pierre Schuster Jean Anthelme Robert Bettelheim Charles Maspero François Faye Jean Pierre Minces Juliette Vidal-Naquet Pierre Vernant Jean Pierre Plocqui Maurice Hamon Lucienne Picart-Ledoux

## le palais des sports?

#### un extrait de l'inculpation

) commis le délit de diffamation publique envers la police, administration ublique, en publiant et diffusant, dans le No.105 de l'hebdomadaire « ROUGE », daté du 15 Mars 1971, page 2, un article non signé, intitulé « Le Ministre, la Pègre et la Peste », commençant par les mots : « Le Président d'une République qui se croit éternelle... » et se terminant par les mots : «... Nous écraserons la peste brune, en affrontant s'il le faut sur notre passage la pègre bleue qui la laisse incuber », le dit article étant retenu en son entier, et notamment pour les passages

« Notre riposte aura eu au moins le mérite de montrer à des milliers de lecteurs de feuilles d'intoxication qu'il existe en France une organisation fasciste que les révolutionnaires sont les seuls à combattre avec les moyens que méritent ces apprentis S.S., qu'il existe en France une police, ou du moins des responsables la police qui les protègent ostensiblement parce qu'elle leur sert tous les jours à de basses et discrètes besognes ».

« En bref, on réalise que le monstre toujours aussi comprend aussi qu'il est suscité, aidé par de hauts intérêts, protégé par cette pègre en uniforme bleu qui prétend défendre l'ordre républicain quand elle défend la

et des articles non-inculpés

Rouge numéro 105 - 15 mars 71

Quant à la collusion entre « Ordre Nouveau » et la police, elle est apparue plus nette que jamais : les forces de police étaient massivement présentes au Palais des Sports, mardi 9 mars, dès 10 heures du matin, alors que des militants révolutionnaires sont arrêtés et condamnés à plusieurs mois de prison fermes, lorsqu'une patrouille de flics trouve dans leur voiture un objet « pouvant servir d'arme » (cf. notre camarade Vatteville, condamné à 6 mois de prison parce qu'il transportait un rouleau de machine à écrire !); le service d'ordre d'« Ordre Nouveau » a pu tranquillement décharger sous les yeux bienveillants de la police plusieurs camionnettes de barres de fer, manches de pioche et projectiles divers. Cet armement a pu être stocké, toujours avec la bénédiction des forces de l'ordre, tout autour du Palais des sports.

«le monde» 11 mars 71

Depuis le matin du mardi 9 mars, toutes les issues du Palais des sports étaient gardées par le service d'ordre des militants d'extrême droite, bottés, casqués, munis de boucliers et de lourdes barres de fer. Ces engins, déchargés de plusieurs camionnettes sous le regard apparemment impassible de nombreux gardiens de la paix en uniforme, avaient d'allleurs suscité l'étonnement des visiteurs du Salon de l'agriculture, ouvert actuellement porte de Versailles.

/Un jeune homme reste entre leurs mains. Ils le rouent de coups, le piétinent, le trainent par les pieds sur une cinquantaine de mêtres, puis par les épaules jusqu'au centre du boulevard Victor, pour l'abandonner à 3 mêtres d'un gradé des C.R.S. Personne n'intervient. Avant de s'emparer à nouveau du jeune homme et de le pousser dans le groupe des policiers. I'un des gardes à croix celtique 'frappera à coups de botte, no mment à la tempe, avant de lui briser sur la tête son bâton de bois. Sa victime, ensangiantée, disparait alors dans les rangs des C.R.S.

«le monde» 12 mars 71

#### « LES POLICIERS NE SONT PAS INTERVENUS PARCE QU'ILS N'AVAIENT PAS D'ORDRES » a déclaré M. Gérard Monale.

Les incidents qui, le 9 mars aux abords du Palais des Sports, mirent aux prises des éléments gauchistes. le « service d'ordre » du mouvement Ordre nouveau et des forces de police, ont suscité quelques remous au sein de cer-taines organisations profession-profession-

taines organisations professionnelles de policiers, notamment de
la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.).

Après avoir reçu les témoignages de plusieurs gardiens de
la paix présents devant le Palais
des Sports tant lors des préparatifs du meeting d'Ordre nouveau que pendant les affrontements qui durèrent une partio
de la soirée, M. Gérard Monate
secrétaire général de la fédéra
tion, a déciaré qu'il jugeait « inad
missibles » certains faits qui
s'étaient déroulés au cours de
cette journée.

s'étaient déroulés au cours de cette journée.

« D'abord, on a laissé des gens s'équiper et se promener dans la rue, casqués et armés de barres de fer ou de manches de pioches, alors que cette attitude ressort du port d'armes par destination, déclare M. Monate. Les policiers ne sont pas intervenus parce qu'ils n'avaient reçu aucun ordre dans ce sens. >

« De plus, ajoute le secrétaire général de la F.A.B.P., il est intolérable qu'au cours des affrontements de la soirée les éléments du « service d'ordre » d'Ordre nouveau se soient mélés à la police pour frapper les contremanifestants. >

COMMUNIQUE DU SYNDICAT NATIONAL DES

JOURNALISTES-CGT (Extraits).

La Conférence Nationale du SNJ-CGT constate une aggravation constante de la volonté de main-mise du gouvernement et des patrons de presse sur l'information.

(...) Elle se traduit, d'autre part, par les procès, les saisies et les amendes qui frappent les journaux d'opposition (l'Idiot International puis Rouge) dans le but d'habituer progressivement l'opinion publique au muselage complet de la

(...) La Conférence Nationale du SNJ-CGT appelle les journalistes à rester très vigilants sur l'évolution de cette situation et demande à l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes d'engager les campagnes nécessaires de dénonciation et d'actions, notamment au moment du procès de « Rouge » le 6 juillet prochain et du procès « Jaubert » dont la date n'est pas

er . proba ent bruyam-

ar 50 flics ne trentaine stants plus sortir de la ers l'ambu-

ot, élèves à

rsqu'ils sont

s un car, ils

e. Un flic se

RS qui est à

audience de

ur violences

un coup de

assermentés

urante. Les

ants arrêtés.

agents sur le

car ou le

agrant. II va

isse que les

IAGE, soit

aux jambes.

st transporté

n • observa

sa retraite ?

ctionnelle, il e et boitant

résident-flic

public, susest absent

## la recherche scientifique bastion fissuré de la démocratie avancée



Après 37 jours de grève et 21 jours d'occupation de la calculatrice électronique par les vacataires de l'IPM (Institut de Physique Nucléaire) de la Halle aux Vins, la direction a enfin cédé (voir Rouge No 115-116 et 117).

Le vacataire qui àvait été licencié par Goldberg (membre du PCF) a été réintégré, son licenciement étant transformé en mise à pied symbolique d'un, jour. Ils ont obtenu le paiement des jours de grève à 25 %. Les vacataires, devant la menace d'un lock-out, ont été contraints de s'en tenir à ces conditions.

Cette grève pose toute une série de problèmes, déterminés par l'évolution de la recherche et l'orientation du PCF qui s'est investi dans une politique gestionnaire dans ce secteur.

Ce sont ces problèmes qu'aborde notre correspondant.

Quand on sait l'importance que revêt la calculatrice pour un grand nombre de laboratoires de la région parisienne, la durée exceptionnelle de l'occupation par les vacataires en grève trahit la crise, plus ou moins latente, qui existe depuis longtemps déjà dans l'IPN et, plus généralement, dans la plupart des gros laboratoires à forte concentration de personnels et de matériel technique.

Cette crise trouve son origine dans l'insertion croissante des centres de recherche dans les plans de la bourgeoisie qui, de plus en plus, jette son dévolu sur ces centres qui sont à la fois source d'innovations techniques et grands consommateurs de matériel rentable.

Ces plans se heurtent à la résistance des personnels de la Recherche, menacés dans leur emploi ; ils se heurtent aussi aux nostalgiques de la Science au-dessus des classes, au seul service de l'« Humanité », qui ne sont pas très contents de voir les marchands de soupe faire la loi chez eux. Malheureusement ce noble souci engendre de nouvelles contradictions qui opposent la masse croissante des « purs » prolétaires du laboratoire, vacataires pour la plupart, à une certaine aristocratie de chercheurs, farouches défenseurs de la Recherche contre la bourgeoisie, mais aussi contre le personnel lui-même !

Cette contradiction « secondaire » a pris, dans le cas présent de l'IPN, une place telle qu'elle a presque complètement éclipsé la contradiction « principale » gui existe entre ces personnels et la bourgeoisie, à tel point que les véritables patrons du labo, c'est-à-dire le gouvernement et ses représentants au CNRS, ont pu se laver ostensiblement les mains de l'affaire...

Le PCF appuie à fond cette curieuse conception de la lutte de classes. La section locale CGT, contrôlée par le PCF, a tout fait pour dénigrer et isoler la lutte des vacataires et y est parvenu en grande partie au niveau de la faculté. Le seul appui syndical est venu du SNCS (Syndicat des Chercheurs Scientifiques) sous la pression, encore importante, de la tendance révolutionnaire à l'intérieur du syndicat, et malgré la répugnance de la fraction stalinienne qui aurait préféré qu'on passât l'affaire sous silence (Goldberg et ses collègues encore syndiqués appartiennent à

cette même fraction).

La lutte des vacataires élargit une faille dans la vie des laboratoires que le PCF, malgré sa politique de collaboration scientifique, ne pourra pas combler. La grève a montré que les vacataires sont encore isolés. Ils ont pu néanmoins obliger Goldberg à reculer sur le point le plus important : la réintégration du vacataire licencié. Par ailleurs, les vacataires essaient de s'organiser sur la base des luttes qui éclatent de plus en plus fréquemment. Ces tentatives d'organisation sont freinées par le lourd passif antisyndical qui s'accumule dans le milieu en raison de l'attitude pour le moins hostile de la CGT.

L'apparition massive d'un personnel hors statut dans les laboratoires, peu soucieux de leur finalité mais indispensable à leur fonctionnement est de plus en plus contradictoire avec la politique de coexistence pacifique à l'intérieur du labo prôné par le PCF. Elle est une gêne aussi pour les projets de la bourgeoisie en raison de sa combativité. D'où l'âpreté de la lutte récente à l'IPN. D'où la nécessité de lutter contre la politique d'isolement pratiquée autour de ces personnels qui ne peut que nuire à l'ensemble de tous les personnels de la Recherche.

#### vincennes

Les auxiliaires des services techniques et administratifs de Vincennes sont en grève depuis bientôt 4 semaines pour : un salaire minimum de 1 000 F.; un statut, à corps unique, qui leur donne un minimum de garantie d'emploi, ne fasse aucune discrimination entre travailleurs français et étrangers, et supprime les différences de salaire en-dehors de celles fondées sur l'ancienneté, pour l'ensemble des personnels payés sur le budget de la Faculté; mettre fin au scandale que constitue la sous-location du personnel de nettoyage (à majorité immigré) par la Société Intérimaire A.R.C.A.D.E., pour des salaires de misère; pour l'amélioration des conditions de travail du personnel du service technique et de la roprographie.

Cette grève s'inscrit dans le cadre de la lutte pour la titularisation de tous les personnels contractuels de la fonction publique, et porte atteinte à la hiérarchie administrative, particulièrement lourde. Avec obstination, les membres du Conseil de gestion, à majorité PCF, ont cherché à diviser le personnel, à calomnier le comité de grève, pour ne pas avoir à accorder le statut à corps unique, utilisant la séquestration du doyen Frioux.

Pour mettre en échec les menaces du Conseil de gestion (non-paiement des jours de grève, recours à du travail jaune pour faire les inscriptions), qui n'hésite pas ainsi à imiter un quelconque patron, faisant fi de la plate-forme syndicale sur laquelle il a été élu, une série d'enseignants, à l'initiative de la section SNESup de Vincennes, dans une déclaration qu'ils rendront publique, « s'engagent à s'opposer au fonctionnement de l'université à la rentrée (...) si des mesures de répression étaient prises à l'encontre des grévistes, et ce jusqu'à intervention d'un accord donnant satisfaction aux travailleurs ».

## un exemple à suivre

Le camarade Séguy peut être satisfait. Reprenant ses récentes déclarations sur la démocratie syndicale, la Conférence Nationale du Syndicat national des journalistes CGT l'a non seulement appliquée tout au long de ses séances, mais même mise à l'ordre du jour de ses discussions.

#### I) DENONCIATION D'UN CAS PRECIS DE VIOLATION DE LA DEMOCRATIE

A la tribune de la Conférence, Gatinot, secrétaire général du syndicat, explique la bataille menée (et gagnée) au congrès de l'Organisation Internationale des Journalistes CGT en janvier dernier à Cuba: préparé sans document de base préalable, ce congrès a réuni 150 délégués élus par leurs fédés nationales et 150 invités désignés par le siège central de Prague. Pour la France, sans que le BN du syndicat en ait été averti, étaient « invités » Madeleine Riffaud et René Andrieu, tous deux journalistes à l'Humanité. Le travail des responsables en place consista, pendant le congrès, à opérer un amalgame judicieux entre délégués et invités—observateurs.

A la Commission des candidatures pour le Comité Exécutif de l'OlJ, où les candidats doivent être présentés par leurs fédés (la seule dérogation admise étant pour les candidats de pays où n'existe pas de fédération), René Andrieu, non présenté par la fédération française (qui présentait Hermann) fut proposé sur une liste dite d'α isolés » par la fédération hongroise. La violation des règles de la démocratie était si flagrante que la délégation française toute entière quitta aussitôt le Congrès α et ce jusqu'à ce que la candidature d'Andrieu soit retirée ». Elle n'y revint effectivement, qu'après que la démocratie l'ait emporté. Les déclarations embarrassées de Prague ne suffisant visiblement pas, le syndicat français, d'ailleurs soutenu officiellement par Krasucki, est décidé à aller plus loin dans les explications. Une affaire à suivre.

#### II) UN PAS EN AVANT VERS LA DEMOCRATIE

La discussion pour la préparation du Congrès du Syndicat de novembre 71 (dont le thème principal sera justement la démocratie syndicale) a manifesté un désir certain de renouvellement : jusqu'alors, seul le CN sortant éditait des textes (qu'il n'envoyait que très rarement aux syndiqués). Le débat de la dernière Conférence a porté sur la nécessité de publier des textes de contribution à la discussion écrits par les sections ayant des points précis à discuter. Partant de l'étude de cette possibilité, la discussion s'est rapidement élargie à une discussion générale sur le droit de tendance dans la CGT.

#### III ) LA SOLIDARITE FACE A LA REPRESSION

La récente mobilisation des journalistes face à la répression policière a ensuite amené la Conférence à se poser la question de la solidarité avec la presse révolutionnaire menacée. Après la déclaration de Hermann (président de l'OIJ) soulignant que « nous sommes contre la répression gouvernementale, policière ou judiciaire, quelle que soit la victime » et que « avec ou sans carte (de journaliste) la répression vient du même côté », la Conférence Nationale s'est prononcée par une résolution de soutien aux journaux menacés de procès, de saisies, ou d'amendes, et aux journalistes victimes de la répression.

Correspondants

# les paysans en lutte contre la repression

Voità quelques années deja que les producteurs de lait de l'Ouest sont les « enfants terribles » du syndicalisme agricole. Ce sont eux qui ont le plus souvent été à l'origine des mobilisations de la paysannerie française.

Deux raisons à cela :

\* Comme la plupart des produits agricoles, le lait est payé très cher par les consommateurs, mais le prix laissé aux producteurs n'est pas toujours suffisant pour accorder à ceux-ci un salaire égal au SMIC (1); la structure des exploitations, le peu de rentabilité des investissements sur des surfaces trop petites d'une part, l'anarchie inhérente au système capitaliste en matière de transformation et de commercialisation d'autre part, sont autant de problèmes qui ne pourront être résolus que par le socialisme.

\* Les agriculteurs de l'Ouest ont été partie prenante du mouvement de Mai 68 qui a trouvé à Nantes une de ses expressions les plus achevées avec la création d'un comité central de grève dont l'autorité s'étendait chez les paysans. Les traditions de lutte du prolétariat nantais ont depuis longtemps marqué les petits producteurs de la région. Liée à ces traditions, la radicalisation de la jeunesse s'exprime dans les positions du Centre Régional des Jeunes Agriculteurs dont J.Carel est un responsable cantonal.

C'est donc dans un contexte de mobilisations fréquentes et parfois très dures qu'intervient la répression qui s'abat sur J.Carel.

### LES PROFITS AUGMENTENT, LE SALAIRE

Les producteurs de lait avaient réclamé cette année une augmentation de 10 % du prix indicatif fixé à Bruxelles. Les

ministres européens ont en réalité accordé 6 % aux entreprises de transformation, sans que cette augmentation soit obligatoirement répercutée au producteur. Au contraire, par le jeu de la péréquation été-hiver, ceux-ci voyaient en avril leurs fiches de paye amputées de 2 à 3 centimes par litre. Dans le même temps, le prix payé par les consommateurs augmentait de 5 centimes. « Qui empoche le reste ? » se sont demandés les producteurs ...

C'est précisément dans cette question que réside le changement de caractère des luttes paysannes qui, de corporatistes et s'adressant à l'Etat-protecteur, opposent maintenant les producteurs aux industries laitières (même coopératives), acquérant ainsi une dimension anti-capitaliste : la SAPIEM, firme à laquelle se sont attaqués Carel et ses camarades, font partie du trust Geuvrain-Périer-Sapiem.

Dans la nuit du 19 au 10 Mai, un groupe de producteurs a donc arrêté un camion de la laiterie. Du lait fut répandu sur la chaussée. Le lendemain, J.Carel, reponsable du CCJA de Pontivy (Morbihan) était arrêté. Malgré des manifestations massives (4000 paysans le jour du procès à Lorient) il était condamné à 4 mois de prison (dont 2 avec sursis) en vertu de la loi anti-casseurs.

La volonté de répression est manifeste. Marcellin (conseiller général du Morbihan) a voulu frapper fort et stopper les mobilisations paysannes. Comme dans la classe ouvrière, la loi anti-casseurs a été appliquée d'une façon sélective. Carel est un représentant de la fraction la plus avancée du CNJA; à travers lui, ce sont les nouveaux modes d'action des paysans que l'on veut réprimer. Marcellin espérait sans doute que Carel ne serait défendu que par une minorité. Mais dans l'Ouest, personne n'est dupe.

C'est pourquoi les dirigeants agricoles de l'Ouest, même les plus dévoués au service du capitalisme, ont été contraints d'organiser la solidarité, sous peine de se déconsidérer complètement. Leur seule-ambition était de récupérer le mouvement avant qu'il ne leur échappe. C'est pourquoi la perspective d'une manifestation centrale à Rennes le jour du procès en appel a finalement été repoussée (« afin d'éviter les provocations » !!!). Néanmoins, des manifestations surprise très combatives ont eu lieu devant les préfectures la nuit précédente.

Avec la « bataille du lait », de nouvelles formes de lutte commencent à se frayer la voie chez les paysans de l'Ouest, qui se dégagent des orientations corporatistes de la FNSEA.

Les distinctions arbitraires entre syndicalisme jeune et aîné s'effacent, d'autres clivages apparaissent. En l'absence d'un parti révolutionnaire capable de coordonner les luttes ouvrières et paysannes, il appartiendra aux dirigeants des CDJA de se placer résolument à la tête des luttes. Ceux-ci devront dans la pratique rompre avec l'opportunisme des dirigeants traditionnels en suscitant eux-mêmes des mobilisations de masse pour défendre pied à pied le revenu des producteurs face aux firmes de transformation, faute de quoi les paysans risquent de se diperser dans des actions spontanées à dynamique incontrôlable.

Correspondant.

P.S.: Le monde du 25 juin annonce que Jean Carel a été condamné à six mois de prison, dont cinq avec sursis, par la Cour d'Appel de Rennes.

(1) Dans des conditions de productivité moyenne, le lait deviait, d'après une étude des producteurs de lait, être payé à 62 centimes pour assurer un salaire égal au SMIC. Il l'est actuellement à 52 centimes.

# la mascarade continue

Plus d'une semaine après l'ouverture du procès des 193 accusés de Marrakech, l'amabilité, le ton affable et poli, du président cachent mal la vraie nature de cette funèbre pièce de théâtre, orchestrée par le ministre Oufkir, assassin de Ben Barka. Les tortures qu'ont subi Mohamed Forkani et Ahmed Benjelloun, la mort de Moujahid Kassem des suites d'un interrogatoire « maladroit », la folie qui gagna Intidam Aissa ; telle est la réalité que cache la façade « démocratique » du procès. A chaque requête de la défense, le président argue qu'il ne peut rien, que cela ne ressort pas de son pouvoir. Président dont l'intégrité peut pour le moins être mise en doute : il fut le secrétaire particulier de Ben Arafa, sultan fantoche porté sur le trône par les autorités françaises. Quant aux juges, ils ont tous plus ou moins collaboré avec les forces de répression coloniales avant l'indépendance ; ainsi H. Hajoui, juge en 1953 condamna de nombreux nationalistes. Ce qui ne l'empêcha point, ensuite, de faire partie du tribunal criminel qui jugea le « complot » de 1963, où plusieurs accusés furent exécutés. L'inconsistance du dossier de l'accusation est criante : le principal témoin à charge, contacté pour participer au « complot », aurait

volontairement décidé, « malgré ses profonds désaccords », de rester dans la conjuration, de faire un travail - courageux ! - de taupe, pour finalement venir - spontanément - tout déclarer à la police. Pour compléter le tableau, il lui fallut plus d'un mois pour « persuader » les autorités de la vérité de ses accusations. Il est vrai que, si la plupart des accusés furent enlevés à partir de décembre 1959, ce n'est qu'un an plus tard que le pouvoir se décida à parler officiellement d'un complot!

Ce nouveau pas dans l'escalade de la répression policière au Maroc vise avant tout la récente remontée des luttes populaires. Au banc des accusés se pressent les paysans révoltés du Gharb ou de la tribu des Ouled Khalifa, occupant les terres des propriétaires terriens ; les ouvriers de Casablanca pour qui le IVème Plan représente l'institutionalisation du chômage ; les étudiants et les lycéens en lutte contre les expulsions et la militarisation de l'Education Nationale. Isolé politiquement, totalement dépendant de l'impérialisme, embourbé dans une situation économique précaire, menacé par la remontée des luttes, le pouvoir ne peut que ressortir l'épouvantail éculé du « complot », de la « sourde machination ». La répression au

une « excroissance conjoncturelle », mais érigée en instrument politique principal, elle est le seul échappatoire du régime.

Parmi les accusés de Marraltech, les inorganisés se sont distingués à la tête de grèves ou d'autres mouvements. Le but du procès est clair : décapiter la nouvelle génération de militants qui a relevé la tête, malgré la défaite de 1965. Si l'origine des accusés est diverse, nombreux sont les militants issus de la radicalisation d'éléments jeunes de l'UNFP, qui, bien qu'ayant compris que seule la lutte révolutionnaire permettra un combat efficace contre la répression, étaient encore peu préparés organisationnellement, et faiblement armés pour faire face aux sbires d'Oufkir.

La mascarade continue à Marrakech, 48 militants risquent la peine de mort.

Comme à Aix, Toulouse, Tours cette semaine, des actions de solidarité doivent être menées. Nous devons faire du procès de Marrakech, le procès du pouvoir, des tortionnaires d'Oufkir, et de leurs alliés impérialistes.

LIBEREZ ACCUSES LES DE MARRAKECH!

le 24.6.71

# congrès de nos camarades britanniques

samodi 19 et dimanche 20 juin s'est tenu à Londres le Congrès de l'I.M.G. (International Marxist Group), section britannique de la IVème Internationale.

Par le caractère et la tenue des débats, l'ampleur des problèmes discutés, reflets de l'intervention sans cesse plus importante dans les luttes ouvrières, étudiantes, lycéennes, anti-impérialistes, dans le mouvement des femmes ainsi que parmi les minorités de couleur, ce Congrès a bien traduit les progrès réalisés par nos camarades anglais dans la construction de leur organisation. Organisation qui, il faut le rappeler, ne regroupait guère plus d'une poignée de militants il y a cinq ou six ans. Aujourd'hui l'I.M.G. et son organisation de jeunesse, la Spartacus League, regroupent plusieurs centaines de membres qui ont fait la preuve à diverses reprises ces dernières années de leur capacité à animer d'importants mouvements de masse : le Vietnam Solidarity Campaign à l'origine duquel ils sont, a organisé des manifestations regroupant jusqu'à 100 000 personnes contre la guerre du Vietnam et en solidarité avec les révolutionnaires indochinois ...

Deux débats étaient au centre du Congrès : le problème de l'intervention ouvrière et les modalités organisationnelles de l'intervention jeune.

Le problème de l'intervention ouvrière fut posé à partir de l'analyse de la situation actuelle du capitalisme britannique : crise structurelle profonde marquée par l'inadaptation et l'insuffisance de l'appareil de production face aux besoins du marché intérieur et à la concurrence sur le marché mondial. A cela viennent s'ajouter les effets de la crise monétaire internationale et des facteurs plus conjoncturels liés à la liquidation accélérée des derniers vestiges de l'empire (avantages économiques et monétaires) et à l'adhésion au Marché Commun.

Dans ce cadre une mobilisation ouvrière de plus en plus importante est à prévoir dans les années à venir, notamment dans le cadre de la lutte contre le chômage : près d'un million de travailleurs britanniques sont aujourd'hui en chômage et leur nombre doit s'accroître encore dans les mois et les années à venir, d'après les prévisions gouvernementales elles-mêmes ... Les dernières mobilisations ouvrières sont à cet égard très révélatrices : aussi bien la grève des postiers que celle, très combative, des ouvriers de l'industrie mécanique.

Dans cette perspective, nos camarades anglais veulent renforcer leur intervention ouvrière et en faire l'axe de leur travail. Les modalités mêmes de cette intervention, les mutations qu'elle implique pour une organisation jusqu'alors essentiellement étudiante, ont été longuement discutées lors de ce Congrès.

De la même façon un bilan de l'intervention étudiante et lycéenne a été fait, bilan enrichi par les interventions des délégués représentant les plus importants campus de Grande-Bretagne. Au cours de ce débat a été abordé le

problème de la division du travail et des relations entre l'I.M.G. et la Spartacus League.

Un long débat a également eu lieu sur la libération de la femme, les thèmes d'intervention dans ce domaine ainsi que les canaux organisationnels au travers desquels elle doit s'insérer.

Les autres points, discutés plus brièvement, incluaient le travail anti-impérialiste, le travail en direction des

minorités de couleur en Grande-Bretagne et les problèmes organisationnels.

L'un des aspects les plus prometteurs de ce Congrès fut son esprit internationaliste : les messages et les interventions des délégués des autres sections de l'Internationale et du Secrétariat Unifié présents au Congrès furent accueillis avec enthousiasme. Dans le

meme esprit lut adopte un message aux camarades du P.R.T. argentin, « symboles de la détermination et des progrès réalisés par les militants de l'Internationale de par le monde. »

Jean-Pierre BEAUVAIS.



une manifestation avec l'IMG, contre la guerre, à Londres

### communiqué de maspéro

Après la condamnation de François Maspéro par la Cour d'Appel à des peines d'amendes de 64.000 F. (6.400.000 anciens francs) ce qui constitue la 7ème condamnation en un an pour la publication de la revue Tricontinental, nous précisons l'état actuel des poursuites :

- François Maspéro comparaîtra à nouveau devant le tribunal correctionnel, 17e Chambre, le 30 juin, pour la publication de la revue

- Il comparaîtra le 8 juillet devant le tribunal correctionnel, 17e Chambre, pour la publication du Petit livre rouge des lycéens.

Il a été en outre inculpé et entendu sur le fond par le juge Galmiche, sur plainte du Ministre de l'Intérieur, pour injures envers la police... etc, du fait d'un article signé par lui dans le dernier numéro de Tricontinental.

Paris, le 22 juin 1971

#### les chacals sur cuba

Au moment de l'affaire Padilla, nous écrivions dans Rouge que les méthodes employées à cette occasion ne pourraient que favoriser la propagande anti-cubaine et nuire par conséquent aux intérêts-mêmes de la nuire par conséq Révolution cubaine.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir les chacals s'abattre sur l'occasion. C'est ainsi que dans le No 1153 de Paris-Match, l'ignoble Jean Cau consacre quatre pages à de « terribles

révélations » sur la terreur à Cuba. Tout y passe : « camps de la mort » ; « coups, tortures, vexations, perquisitions constantes, punitions..., travaux forcés »; fusillés qui « voient leur sang extrait pour que le gouvernement fasse des dons humanitaires au Vietnam et au Laos » (!); inspecteurs « sadiques » frappant les prisonniers d'« une sorte de petit fouet de cuir » ; cellules exigues ; « tatouage au fer rouge d'une faucille et d'un marteau » (!); morts-vivants éventrés par des étudiants en médecine ; prisonniers obligés à creuser leur

tombe et à s'y allonger ,etc, etc.

Et l'article se conclut : « Sans commentaires.

Cuba, no ! ».

On reste abasourdis par une telle somme d'insanités déversées en toute impudence.

Raison de plus pour les révolutionnaires de défendre Cuba socialiste contre tous ses ennemis!

# solidarité avec les révolutionaires tchèques emprisonnés

Le 22 janvier, près de 3000 personnes se sont réunies à la Mutualité pour exiger la libération de Petr Uhl et ses camarades des prisons de Prague.

Sous la présidence du camarade Marcel Francis Kahn, le meeting entendit successivement les camarades Chapuis (PSU), Leclerc (AMR), Leduc (CIC), Berger (LO), Fennak (Comité du 5 Janvier) et Krivine (Ligue Communiste).

Ensuite fut projeté un film inédit sur les événements d'août 68, montrant la résistance de la population pragoise à l'invasion des chars russes.

Enfin, après un message de Jiri Pelikan (reproduit ci-dessous), la camarade Sybille Plogstedt, libérée après 17 mois passés dans les prisons tchèques, intervint longuement sur l'évolution de la situation depuis le printemps de Prague, la genèse du MJR et du PSRT et les problèmes actuels (nous reproduisons de longs extraits de son intervention).

## intervention de sybille plogstedt à la mutualité ...

Camarades.

Le procès en appel des camarades du Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire vient de s'achever à Prague.

(...) Les peines de 2 camarades ont été aggravées :

- Petr Uhl : aggravation des conditions de détention.

 Pavel Sremer: 7 mois de prison supplémentaires.

(...) Si l'on examine l'évolution de la situation politique après août 68, la grève de novembre 68 constitue la première et unique tentative des étudiants pour dépasser, au niveau organisationnel, les méthodes de résistance passive du Parti Communiste Tchécoslovaque. Et mettre un terme, par des actions communes des étudiants et des travailleurs, à la politique de capitulation de la direction du PCT. Il s'agissait de s'opposer aux mesures de normalisation, déjà visibles, acceptation par les organes du PCT. Cela suscita un large courant de sympathie parmi les travailleurs. Il s'agissait en même temps d'organiser l'unité d'action des travailleurs et des étudiants. Il fut créé alors des comités de base, composés de travailleurs et d'étudiants, dans une centaine d'entreprises environ. C'est dans ces comités que les actions de grève dans les usines étaient décidées et coordonnées. Au cours de la grêve de novembre 68, à l'université Charles et dans les autres parties du pays, plusieurs centaines d'organisations étudiantes, avec des orientations politiques très diverses, virent le jour. C'est à ce moment que fut créé le Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse. La majorité de ses membres étaient, dès le printemps 68, membres du Parlement Etudiant de Prague et délégués étudiants de la Faculté de Lettres. A la différence des autres groupes qui s'étaient formés tout aussi spontanément, notre groupe s'efforça d'analyser de manière critique les expériences de la grève : le manifeste de fondation soulignait qu'en raison de la normalisation grandissante, la seule chance du mouvement de masse des étudiants, travailleurs et intellectuels était la constitution d'un noyau de révolutionnaires qui ne plierait pas devant la répression et qui serait en état d'analyser théoriquement les contradictions du système, de l'appareil du parti et de l'Etat, et qui serait pratiquement prêt à s'engager de façon responsable dans le mouvement de masse. Le manifeste de fondation du Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse déclare :

« Nous nous efforcerons donc d'élargir et d'approfondir la conscience révolutionnaire de la jeunesse, des étudiants et des ouvriers, de maintenir leur unité idéologique et d'action et de nous préparer à la confrontation avec les forces réactionnaires.

(...) Nous avons pesé les risques que comporte l'action que nous engageons. Nous n'avons pourtant aucune autre possibilité ».

L'impasse de la politique menée jusqu'alors, la tactique sans perspectives de la direction dubcekienne qui, par ses propres manoeuvres, s'était exclue elle-même du pouvoir, jouèrent un rôle capital dans la décision que prit le groupe d'engager la lutte à un moment où déjà la partie apparaissait à beaucoup comme perdue. Il était clair que le parti, dans la phase de libéralisation, en abandonnant sa prétention au rôle dirigeant, avait favorisé la perspective d'une société plus démocratique; il n'avait cependant pas fait les pas dans la pratique qui auraient permis de réaliser cette perspective en

accord avec l'état de développement des forces productives et le niveau de conscience du prolétariat.

L'application d'un modèle de société socialiste, cantonné dans le cadre d'une réforme économique technocratique, avait été limitée à des expériences dans cinq entreprises et n'avait pour but que de tester la conscience politique de la classe ouvrière. Celle-ci après vingt années d'embrigadement par la soi-disante avant-garde, par le soi-disant parti du prolétariat, avait été profondément dépolitisée. Mais les tentatives limitées de réforme économique ont abouti par leur dynamique propre à une mobilisation de masse des travailleurs. Et la libéralisation voulue par la direction Dubcek a eu une audience auprès des masses qui a largement dépassé le cadre voulu. Et nous pouvons en être optimistes.

Après les années de régime stalinien de Gottwald et Novotny, des forces furent libérées. Elles ne demandaient qu'à être libérées, même si elles n'avaient pas d'idée claire de leur propre fonction; et ceci également pendant et après l'intervention; ce ne furent que discussions et lamentations, alors que, dès le début de 1968, c'est l'organisation révolutionnaire du prolétariat qui aurait due être mise en avant. Il n'y eut que des expériences dans quelques entreprises alors qu'il aurait fallu structurer dans toutes les entreprises les organisations du prolétariat pour qu'à l'avenir la bureaucratie ne puisse reconquérir ses

L'histoire nous a montré qu'il ne suffit pas de travailler dans le cadre des anciennes structures avec une conscience et des conceptions nouvelles. Les expériences de Hongrie en 1956 et de Pologne en 1956 et 1970 ont montré que seuls des conseils ouvriers offrent la possibilité aux travailleurs de s'opposer à la bureaucratie, même avec les moyens de lutte - y compris militaires - les plus primitifs. Dubcek, en tant que représentant de la démocratie libérale, était incapable de mobiliser les masses contre l'agression, alors qu'existait dans la classe ouvrière une volonté réelle de résistance. Déjà avant l'intervention il aurait fallu préparer des cadres politiques qui auraient été capables d'organiser la résistance armée de la classe ouvrière. Des cadres qui ne seraient pas découragés par les échecs de l'expérience hongroise et polonaise, mais qui, éduqués par ces expériences, auraient la volonté de reprendre la lutte, malgré la longue phase de dépolitisation et de résignation de la classe

En Tchécoslovaquie, après que les étudiants eurent enterré avec Palach leurs propres espérances, la résignation se manifesta déjà pendant la grève d'avril 1969, laquelle n'a pas échoué seulement à cause des mesures de répression de la bureaucratie, mais surtout du fait de la non-compréhension de la situation, du découragement en l'absence de perspectives politiques claires. Le Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire s'efforçait à l'époque d'analyser les raisons de cet échec afin de comprendre l'escalade de la répression bureaucratique, liée à l'éviction de Dubcek qui était parfaitement dans la logique du système. l'accusation comme étant du matériel de formation - ayant pour titre « Bureaucratie Non-Révolution Oui » avec des textes de Kollontai, Boukharine, Mallet, Mandel, Trotski, Markovic, Kuron et Modzelevski, Slejska et d'autres. Pour la bonne appréciation de ces documents je voudrais citer des passages de l'acte d'accusation et de la sentence : « Dans ce

document (...) les accusés affirment que le système étatique et social de la Tchécoslovaquie et des autres Etats socialistes n'a rien à voir avec le véritable socialisme et que ces régimes sont en contradiction avec les intérêts des travailleurs de ce pays ». Et : « le contenu de ces écrits démontre clairement les positions et objectifs de toute l'organisation ».

(...) Prévoyant l'escalade des mesures répressives en premier lieu dans l'appareil du parti et de l'Etat, le groupe, dès sa formation, a refusé tout réformisme et légalisme à l'intérieur et en face des organisations axistantes. Mais pendant toute une période le MJR a vécu sur l'exemple du mouvement étudiant anticapitaliste en Europe occidentale. Son anti-légalisme n'a pas débouché sur une organisation clandestine. Dans un tract qui appelait à la résistance lors de l'anniversaire de l'intervention, il est dit:

« Nous ne croyons plus au mythe de la légalité car nous savons que la bureaucratie utilise la loi dans ses propres intérêts et contre celui du peuple, et nous sommes prêts à violer ces lois antipopulaires ».

(...) Cette propagande pour le travail clandestin s'explique par un optimisme fondé sur la réceptivité réelle de la classe ouvrière mais selon moi, on a identifié ici l'aptitude générale pour une activité politique et l'aptitude à s'organiser.

Il n'y eut pas de doute à l'époque sur la capacité de la population à participer, le 21 Août 69, à une résistance ouverte : 85 à 95 % de la population pragoise adhéraient à la résistance passive. Environ 20 % de la population laborieuse ont participé de façon active, même si le noyau des 12 à 15 000 manifestants dans la rue était relativement peu important. Les propositions d'action de résistance qui furent propagées par Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire ou Socialiste Révolutionnaire Tchécoslovaque n'avaient pas leur origine à l'intérieur du groupe lui-même ; c'était la proposition faite dans un des 3600 tracts qui circulaient - s'il faut en croire les chiffres non publiés de la police. Si l'on pense que la production de ces tracts exigeait déjà un embryon d'organisation, il est clair que le Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire n'était pas le seul dans son genre ; et peut-être ne l'est-il pas resté jusqu'à ce jour. Des armes qui au cours des manifestations d'Août 69, furent dérobées et par cette voie mises entre les mains du peuple, peuvent encore servir. (...) La propagande pour le travail clandestin était objectivement nécessaire pour deux raisons :

— elle offrait à d'autres groupes un minimum de matériel nécessaire pour la continuation du combat (cela fut plus tard complété par la publication des indications pour la construction d'une ronéo clandestine).

 elle provoquait à l'intérieur du groupe-même une discussion sur la nécessité toujours plus pressante d'une structuration.

Je cite les arguments de nos juges : « Après l'échec des forces contre-révolutionnaires d'Août 69, il s'est produit des changements dans l'activité du Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse ; ces changements consistaient précisément en des tentatives d'approfondissement du travail clandestin et du secret sur l'activité du Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire.

Cependant au sein du groupe un travail clandestin conséquent ne fut jamais réalisé. Ce qui fut réalisé c'est un modèle d'organisation qui garantissait seulement une forme de discussion démocratique, sur le mode des conseils et qui n'était nullement apte à assumer une activité clandestine : la discussion qui jusque-là était menée dans des réunions du groupe tout entier, réunies plus ou moins par hasard, fut organisée en cellules de 3 à 5 membres. 4 à 5 cellules constituaient une association. Les délégués au centre de l'association transmettaient les informations et les propositions aux autres cellules. L'organe de coordination au sommet était un centre où les différentes associations envoyaient délégués. Cet organe cependant ne possédait pas de pouvoir de décision : au cas où des divergences apparaissaient, il fallait un vote toutes les cellules; ce modèle d'organisation extrêmement démocratique qui ne permettait pas l'isolement des membres de la direction par rapport à la base, se trouve également dans le programme du Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire, qui fut élaboré en novembre 69 et qui donne les caractéristiques de la société après la révolution antibureaucratique. Il faut voir que le programme est tout d'abord une contre-image de la société existante ; et quelques parties naïves de ce programme illustrent à quel niveau théorique il convient de commencer le travail dans ces pays. (2)

(...) Mais il représente un retour positif aux revendications fondamentales formulées depuis plus de cent ans par le mouvement ouvrier et qui apparurent pour la dernière fois dans « l'Etat et la Révolution » de Lénine et qui, depuis la révolution d'Octobre, n'apparaissent plus que dans la propagande des groupes se trouvant à gauche des partis communistes.

Après avoir constaté, à plusieurs reprises, que le Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire n'était pas le seul à distribuer des tracts, je voudrais expliquer pourquoi précisément ce groupe fut poursuivi devant les tribunaux. Ou plus précisément, pourquoi le StB (Police politique secrètel essayait de détruire surtout ce prouve.

(...) L'analyse théorique formulée donnait aux travailleurs le point de départ pour retrouver leur point de vue de classe et pour agir conformément à celui-ci, c'est-à-dire pour créer leur propre organisation, la véritable organisation du prolétariat. Les forces révolutionnaires auraient pu s'attaquer à la bureaucratie, et ceci en liaison avec une révolution dans les autres pays d'Europe de l'Est où, comme la Pologne l'a montré et le montre encore aujourd'hui, le même potentiel révolutionnaire spontané existe.

On pourrait se demander : le groupe dans son travail était-il réellement efficace au point de représenter un danger de ce type pour la bureaucratie ?

Non, je ne le pense pas. Je considère notre procès qui fut l'un des premiers procès politiques en Tchécoslovaquie comme une mesure d'intimidation envers ceux qui veulent agir en-dehors des organisations existantes, pour forcer les gens à ne s'occuper que de leurs affaires personnelles, surtout que maintenant toute activité oppositionnelle et fractionnelle dans les organisations existantes est rendue impossible. C'est pour cette raison que Petr Uhl en tant que soi-disant fondateur du groupe a été condamné à 4 ans de camp de travail. C'est pour cette raison que le procureur a fait appel contre tous ceux qui ont refusé devant le



 Le texte intégral de l'intervention doit être publié dans une prochaine brochure.
 Ce programme sera publié dans la brochure spéciale projetée.

tribunal de critiquer ou, plus exactement, d'autocritiquer leur conduite passée. Le procès contre le MJR devait servir à briser la résistance existant à l'état latent, à un moment où cette résistance avait trouvé ses organisationnelles ; il servait en même temps d'alibi devant l'opinion publique parce que les journaux et la radio, contrairement aux preuves avancées devant le tribunal parlaient surtout des influences trotskistes. Cela veut dire que la direction tchécoslovaque avait encore besoin manipulation pour persuader la population de la soi-disant 2ème libération d'août 68, à laquelle la direction actuelle du PCT s'identifie et sur laquelle elle fonde son pouvoir. Elle espère ainsi que la classe ouvrière, constatant le renforcement des positions de force de la bureaucratie, à cause également de l'accroissement de la discipline dans les entreprises, abandonnera son attitude négative qu'elle adoptera une attitude plus coopérative, c'est-à-dire plus collaboratrice, en se disant que, finalement, on ne peut pas

(...)Il est donc évident que le procès ne s'est pas déroulé de façon légale. On n'a utilisé, en ce qui concerne les articles du code pénal, que ceux qui pouvaient être dirigés contre les accusés et aucun de ceux qui auraient permis aux accusés de démontrer en partie l'illégalité de la conduite du StB et par là-mème d'invalider une partie des preuves obtenues de façon illégale. Les leçon que cette résistance doit être bien préparée, qu'elle doit être dirigée par des cadres éprouvés et formés au travail dans la clandestinité, qui soient en mesure d'analyser les conditions de la résistance et de fixer le combat à un moment déterminé. La sélection de ces cadres doit être telle qu'ils soient capables d'entreprendre le combat aussi tôt que possible et aussi tard que nécessaire. Qu'ils ne sous-estiment à aucun moment la spontanéité des masses et qu'au moment du soulèvement ils les conduisent à la révolution. La voie légale comme celle des réformes en 68 en Tchécoslovaquie, n'est pas possible pour la révolution antibureaucratique; à lire les résolutions du XIVème Congrès du Parti, on comprend qu'elle est barrée, et ceux qui sont préparer la révolution anti-bureaucratique, doivent savoir qu'ils seront infailliblement pourchassés.

(...) Si aujourd'hui nous voulons nous demander comment nous pouvons en France, en Allemagne, en Italie, etc., contribuer à cette révolution anti-bureaucratique et nous y engager, nous devons tout d'abord fournir les moyens nécessaires à ceux qui veulent mener cette lutte.

Ceci signifie pour nous qui vivons dans d'autres pays, tenir à la disposition des mouvements révolutionnaires de ces pays les moyens et le matériel nécessaires à un travail de propagande,



matériaux sur les procès politiques à venir en Tchécoslovaquie montreront quelles formes peuvent encore prendre de tels procédés de la part des organes de l'Etat . Actuellement les procès politiques n'ont pas encore atteint le degré de manipulation et d'arbitraire des procès staliniens des années 50. Toutefois il faut comprendre qu'un long séjour en prison suffit à conduire l'accusé à faire des aveux que, dans des conditions normales, il ne ferait pas, et que les conditions de détention diminuent sa résistance physique. Ainsi l'un des co-accusés est devenu presque complètement aveugle. Au regard de ce qui est possible dans un Etat socialiste déformé, séparé de la classe ouvrière et bureaucratique, nous n'avons pas le droit aujourd'hui de commettre la faute qui en 1969 fut fatale au groupe de Dubcek, à savoir, attendre. Si nous attendons encore et si nous adoptons la position, comme quoi ce n'est pas encore aussi mauvais que sous le stalinisme, la bureaucratie réussira à consolider son pouvoir à un point tel que même l'approfondissement de la terreur ne susciterait plus de résistance.

Quelles possibilités avons-nous d'empêcher un tel développement ? Notre stratégie dans les pays de socialisme déformé doit-être : susciter des cadres révolutionnaires capables de soutenir et diriger la lutte du prolétariat accédant à la conscience révolutionnaire ; il faut préparer dans tous les Etats ouvriers dégénérés la révolution antibureaucratique. Les moyens ou la tactique de la révolution antibureaucratique dans leurs postes de Dubcek, Smrkovsky et de leurs semblables. Alors qu'ils étaient au pouvoir, ils ont commis tant de fautes que la voie des concessions qu'ils avaient choisie est discréditée. Même si à l'avenir - et les résolutions sur le parti adoptées au XIVème Congrès permettent d'en douter - il est nécessaire d'utiliser des postes officiels dans le parti, la révolution antibureaucratique ne peut en aucun cas signifier une réforme entreprise par en-haut comme en 68. Nous ne trouverons pas une base juste pour cette révolution si. comme c'est le cas d'une partie des émigrés, nous en restons à la glorification de l'année 68. Ceci implique qu'il faut tirer les lecons de l'histoire, et de l'histoire de la Tchécoslovaquie nous pouvons tirer la leçon que, fondamentalement c'est l'organisation conséquente des masses qui est la meilleure résistance aux intérêts de pouvoir de la De l'histoire de Tchécoslovaquie nous pouvons tirer la leçon que la libération des masses va de pair avec leur organisation. Nous pouvons tirer la leçon que les réformistes - quelquefois malgré eux peuvent certes préparer cette libération mais sont totalement incapables de l'organiser. Enfin, de l'histoire du Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire nous pouvons tirer la

l'éditer dans les langues de ces pays et l'emporter avec nous lors de nos voyages là-bas. Nous devons chercher à prendre contact avec les travailleurs, qui sont mécontents du système et leur distribuer ce matériel, pour que leur mécontentement ne soit pas dévié par certains préjugés sur des voies de garage par la

(...) Nous ne gagnerons pas la révolution antibureaucratique en nous liant avec tous ceux qui, d'une façon indifférenciée, parlent contre l'intervention. Elle ne peut se faire qu'en liaison avec les forces progressistes et potentiellement progressistes c'est-à-dire les travailleurs qui n'ont pas encore une claire conscience de la nécessité de la révolution antibureaucratique.

VIVE LA REVOLUTION
ANTIBUREAUCRATIQUE!
LIBERTE POUR PETR UHL ET SES
CAMARADES!
LIBERTE POUR KURON ET
MODZELEWSKI!
LIBERTE POUR TOUS LES

REVOLUTIONNAIRES!

# message de jiri pelikan

Chers camarades,

Je regrette beaucoup de ne pouvoir être parmi vous pour saluer les organisateurs de ce meeting de solidarité, parmi vous tous, dressés contre la répression en Tchécoslovaquie, dans le refus du silence et de la complicité. Je regrette surtout de ne pouvoir saluer notre courageuse camarade Sybille Plogstedt si justement à la place d'honneur de votre tribune.

Le procès du groupe des jeunes révolutionnaires tchécoslovaques dirigés par Petr Uhl, et auquel Plogstedt avait adhéré comme militante, a été le premier d'une série de procès politiques de l'ère de Husak. Ce n'est pas par hasard que les premières victimes de cette répression ont été ces jeunes marxistes. Ils ont été frappés parce qu'ils ont compris que contre l'occupation étrangère et contre la bureaucratie stalinienne, résistance ne suffit pas, qu'il faut se battre. Ils ont compris que seule l'alliance des jeunes avec les intellectuels progressistes, et surtout avec la classe ouvrière, peut rendre cette lutte victorieuse. Et ils ont également compris que la lutte pour le socialisme et contre les oppresseurs intérieurs et extérieurs ne peut être menée dans le cadre isolé d'un Etat, mais en liaison étroite avec les révolutionnaires des autres pays socialistes, ainsi qu'avec celles des pays capitalistes. Il est symbolique que dans les rangs de ce groupe, on trouve la camarade allemande Sybille Plogstedt et le fils de l'antifasciste espagnol Philippe Serrano, qu'on y trouve de jeunes Tchèques et Slovaques, qu'ils ont étudié les œuvres de Trotsky, Kollontai, Kuron et Modzelewski.

Par tout cela et par leur attitude courageuse devant le tribunal, Petr Uhl et ses camarades ont donné un exemple à toute la jeunesse et au peuple entier. Ils ont montré que la jeunesse a mûri politiquement dans un délai relativement court : des grèves dans les Universités en novembre 1968, à travers le geste tragique de Jan Palach en janvier 1969, jusqu'à la lutte active. Ni l'acte d'accusation, ni le tribunal, n'ont réussi à prouver que ces jeunes ont agi en ennemis du socialisme, dans toutes leurs déclarations. les accusés ont expressément souligné que leur point de départ a été le marxisme-révolutionnaire défense du socialisme.

Le procès et la condamnation de ces camarades montrent mieux qu'un commentaire le caractère réactionnaire du régime actuel en Tchécoslovaquie. Ce caractère est encore souligné dans le message de solidarité et de protestation publié le 20 mars 1971, à Prague, par le Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques qui conclut ainsi . « Le régime actuel à Prague continue la tradition obscurantiste de l'Etat des Habsbourg. En même temps, il fait bon ménage avec les gouvernements réactionnaires de Franco, Nixon et autres qui persécutent, eux aussi, les jeunes révolutionnaires marxistes dans les pays capitalistes ».

Il importe à l'avenir du socialisme en Tchécoslovaquie, il est dans l'intérêt de la lutte pour la victoire du socialisme dans le monde entier, que Petr Uhl et ses camarades soient arrachés à leur prison

La bataille pour la libération de Petr Uhl et de ses camarades doit être liée à la lutte pour la libération des autres communistes emprisonnés, comme les camarades Prchlik, Polednak, Skutina et des centaines d'autres connus inconnus, ouvriers, intellectuels et étudiants. Elle doit être liée avec la libération des autres emprisonnés politiques en Pologne, notamment Kuron et Modzelewski, en URSS, notamment Grigorenko, Amalrik et Litvinov, ainsi que dans les autres pays socialistes. Elle doit être liée avec la lutte contre la politique d'hégémonie de grande puissance et doctrine la « souveraineté limitée » de Brejnev, et pour le retrait des troupes soviétiques des pays socialistes. Elle doit être liée avec la lutte de la classe ouvrière dans les pays socialistes qui veut exercer son pouvoir directement et contrôler l'Etat à travers les conseils ouvriers et les autres formes de pouvoir

Pour tout cela il faut porter en avant le drapeau de la lutte pour le socialisme, l'indépendance nationale et la liberté en Tchécoslovaquie et dans le monde entier, le drapeau qui a été levé courageusement par Petr Uhl, Sybille Plogstedt et leurs camarades de combat. Avec mes salutations

révolutionnaires Jiri Pelikan

membre du CC du PC Tchécoslovaque élu au XIVème Congrès du 22 Août 1968

# des hooligans à paris!

Il paraît qu'à Prague les habitués des théâtres, des cinémas et même des terrains de sport ne manquent pas une occasion de manifester leurs sentiments vis-à-vis du « cours nouveau » qu'ils subissent maintenant depuis trois ans. Une tirade un peu ambigüe, une séquence un peu double, une victoire sportive au détriment d'une équipe « soviétique », tout est prétexte à applaudissements nourris et rires même pas dissimulés. Rude Pravo — l'inébranlable Rude Pravo — qualifie de « hooligans » et de « crétins réactionnaires » ceux qui se livrent à de telles manifestations d'incivisme.

Il faut croire que le hooliganisme est devenu un phénomène social de masse, puisqu'il n'épargne même plus les cadres dirigeants de la société tchécoslovaque, les bureaucrates les plus élevés. A preuve la soirée du Ballet National Tchécoslovaque le 19 juin à la Mutualité. Ce soir-là, une vingtaine de militants de la Ligue assistent paisiblement à la représentation dudit ballet. L'assistance est choisie; rien que du beau monde: a mbassadeurs, attachés culturels, représentants des associations d'amitié franco-tchécoslovaque... etc. Ceux qui ne bénéficient pas d'un carton officiel d'invitation et qui, donc, ont payé leur

place, se comptent sur les doigts de quatre mains (ceci dit, même pour un produit d'exportation, 20F c'est cher !).

A l'entracte, les vingt militants se lévent aux cris de « libérez Petr Uhl et ses camarades; socialisme oui, stalinisme non!» et arrosent copieusement l'assistance plastronée de tracts rédigés en français et en tchèque. Un militant grimpe alors sur la scène, distribue le tract aux artistes et tente d'expliquer l'objet de ce supplément de programme. Pour couvrir sa voix l'orchestre se remet à jouer et les danseuses à sautiller. La salle trépigne, crie, vocifère. Une partie de l'assistance, apoplectique, se laisse aller à des écarts (bilingues) de langage : « fascistes ! hooligans ! ». Un fin observateur des Réalités Françaises déclare : « Ah ! si la police française était comme la police tchèque... ». L'opération dure sept minutes et le groupe se replie en bon ordre sans être inquiété.

Il nous est pénible de constater ici que la salle — pourtant triée sur le volet — s'est livrée à une manifestation typique de hooliganisme forcené. Ces gens-là ont dû se croire à Prague pour manifester aussi bruyamment dans une salle de spectacle! Et pourtant s'ils avaient eu la politesse d'écouter, ils auraient appris que

les protestataires n'entendaient nullement nuire au spectacle (c'est d'ailleurs pour cela que l'entracte avait été choisi pour l'intervention), qu'ils voulaient seulement affirmer leur solidarité avec les révolutionnaires tchèques emprisonnés depuis près de deux ans et dont plusieurs viennent, en appel, sur demande à minima du procureur, de voir leur peine aggravée avec un renforcement des conditions de détention (moins de livres, moins de colis, moins de lettres, moins de tout). Qu'enfin les révolutionnaires français ne laisseraient pas se dérouler dans le silence les ignobles procès de la normalisation. Mais sans doute pour un bureaucrate cela était trop pénible à entendre... Hélas pour lui, il y a fort à parier qu'il risque de réentendre cela assez souvent au cours des prochains moins.

G. Marion

Note à l'intention du fonctionnaire de la Sécurité qui accompagne la troupe :

784 tracts ont été distribués, dont 63 aux artistes. Si à l'issue de la réunion avec les artistes que tu as convoqués après le spectacle, tu ne les as pas tous récupérés, fais attention camarade, c'est que certains essayent de te faire une crasse en te déconsidérant auprès de tes supérieurs.

## de washington à saigon

# la crise de l'administration nixon et de ses valets

#### TANDIS QUE LA PRESSE AMERICAINE CONTINUE SES REVELATIONS

Aux Etats-Unis, l'attitude du New-York Times fait boule de neige. Le Washington Post tout d'abord a pris le relais du New York Times, en publiant de nouveaux extraits du « rapport Mac Namara ». Puis le Boston Globe celui du Washington Post. Puis le Chicago Sun Times celui du Boston Globe. A ce rythme-là l'énorme dossier de l'engagement US en Indochine sera intégralement publié malgré les interdictions du gouvernement Nixon. Celui-ci n'aura gagné dans l'affaire que discrédit et isolement politique. Est significatif à cet égard le vote du 22 juin du sénat qui demande « avec insistance au président de fixer une date finale pour le retrait d'Indochine de toutes les forces armées américaines à condition que soient libérés tous les prisonniers de guerre américains retenus par le gouvernement du Viet Nam du Nord et ses alliés ». Certes le Sénat n'est pas la Chambre des Représentants, mais il n'est pas négligeable de voir le Sénat désavouer ouvertement le gouvernement Nixon. C'est une autre politique, alternative de Nixon, que préconisent les sénateurs. Finalement le cheval de bataille des « prisonniers de guerre » enfourché par Nixon il y a plus de six mois, se cabre et jette à terre son cavalier. Alors que pour Nixon les prisonniers US étaient prétexte à la continuation de la guerre et au développement de l'escalade, pour les sénateurs la question des prisonniers est devenue l'unique condition du retrait des troupes US. Pour l'administration Nixon au contraire, le retrait US doit être le fait de la « vietnamisation », le produit d'opérations devant briser la résistance indochinoise. Que depuis 10 ans les Etats-Unis échouent dans leur pacification et leur vietnamisation ne semble pas inquiéter outre mesure Nixon. Les Etats-Unis après tout « ont les moyens ». Une partie croissante de la bourgeoisie US (et pas seulement de l'opinion publique US) ne l'entend plus ainsi. Elle le fait savoir et fait campagne contre la politique Nixon. C'est par une voix de majorité qu'au Sénat fut refusée une résolution supprimant a tous les crédits pour la guerre en Indochine dans les neuf mois ». Lorsque l'on sait que ces crédits vont croissant, on s'aperçoit du fossé qui se creuse entre partisans de Nixon et opposants. Ce n'est qu'en avançant la question des prisonniers US que les partisans de Nixon firent repousser la résolution. Mais la balle fut reprise au bond ; et le retrait des troupes US, lié à la seule condition d'un règlement du problème des prisonniers. C'est là également un précédent. Jusqu'où l'administration Nixon va-t-elle se raidir dans son jusqu'auboutisme?

Chaque « révélation » nouvelle apporte la confirmation de l'entière responsabilité des Etats-Unis dans le déclenchement de la deuxième guerre du Vietnam et dans la nouvelle guerre d'Indochine. Le mythe des États-Unis « protecteur du monde libre » s'effondre ; l'engagement en Indochine devient de plus en plus intolérable à la majorité de l'opinion publique américaine.

Plus personne ne peut nier aujourd'hui que les Etats-Unis ont sciemment violé les Accords de Genève. Dès 1954 l'administration Eisenhower mettait tout en œuvre pour empêcher que se tiennent les élections prévues par les Accords. Dès cette époque elle envisage l'intervention militaire en Indochine. Bel exemple de respect des « règles démocratiques » du jeu électoral. Certaine que Ho Chi Minh gagnerait les élections, l'administration Eisenhower n'hésita pas à violer ses propres engagements.

Plus personne ne peut ignorer aujourd'hui que Kennedy l'« apôtre de la paix », le « partenaire idéal d'une politique de coexistence pacifique », a contribué de façon décisive à l'accentuation de l'effort de guerre US en Indochine. Dès 1961 Kennedy approuvait un programme d'opérations secrètes au Vietnam du Nord et d'engagement de « forces spéciales » au Laos. Kennedy a été le grand patron de la « guerre spéciale » que les Etats-Unis ont menée au Vietnam entre 1961 et 1965. Sa responsabilité n'est pas moins grande que celle de ses prédécesseurs et de ses successeurs, dans l'agression contre les peuples d'Indochine.

Plus personne ne peut accréditer aujourd'hui la souveraineté des régimes saigonnais. Les preuves de l'intervention américaine dans le renversement de Diem et dans la mise en place de la pléiade des gouvernements qui lui ont succédé, sont flagrantes. Ce n'est pas par effroi devant la politique de répression du régime Diem que les Etats-Unis ont agi, encouragé et organisé les adversaires de Diem, mais par peur que ce régime usé ne fasse des concessions aux forces révolutionnaires et se résigne au « neutralisme ».

#### ... LA CRISE DU REGIME SAIGONNAIS S'EXACERBE

L'affirmation du rôle des Etats-Unis dans la chute de Diem n'est certes pas chose nouvelle, même pour la presse américaine. Dès le 2 novembre 1963 le New York Herald Tribune écrivait à propos de la rébellion dirigée par Duong Van Minh contre Diem : « Le Département d'Etat a beau affirmer qu'il n'a rien à voir avec cette rébellion, n'en doutons pas : c'est là notre rébellion ». 100 millions de piastres furent versés au général Minh pour l'opération. Washington prépara le terrain à Minh en suspendant l'aide commercialisée de 10 millions de dollars versés au régime Diem. Une hausse des prix des denrées de première nécessité s'en suivit, gonflant le mécontentement populaire déjà vif contre le régime Diem. Puis Washington exigea que les « forces spéciales » gardant Diem à Saïgon soient envoyées au combat sous peine de n'être plus financées. Diem s'inclinait — il était désormais à découvert — et fut emporté par le putsch.

Diem était pourtant l'homme de la politique US. Foster Dulles déclarait le 11 novembre 1954 devant le Sénat américain :

« Le Sud Vietnam doit être doté d'un gouvernement fort, appuyé par des forces de police et de sécurité assez efficaces pour éliminer les facteurs d'agitation ». L'administration installait déjà Diem dans ses œuvres : « Préparation intensive à la guerre contre le peuple, concentration de paysans dans les camps dits « zones de prospérité », opérations de nettoyage incessantes. abolition de toutes les libertés, asservissement de l'économie nationale aux intérêts américains », toutes ces tâches, comme l'indique la Tribune des Nations du 25 novembre 1960, le régime Diem les accomplit. Et bien d'autres encore comme la création de tribunaux militaires d'exception qui promenaient la guillotine dans les campagnes. Mais la sauvagerie de la répression finit par se retourner contre le régime Diem qui à partir de 1959 était mis en échec par les forces révolutionnaires dans les zones montagneuses, dans les régions rurales des plaines. Dans les villes mêmes le mécontentement grandissait gagnant même les couches privilégiées tant la situation économique sociale et politique s'était dégradée. Au cours de l'année 1963, Diem fit tirer au canon sur les bonzes, les étudiants et les professeurs boudhistes, dont le mouvement déborda rapidement le cadre religieux, entraînant différentes couches urbaines. 700.000 habitants de Saigon et Cholon manifestaient le 16 juin 1963 contre l'accentuation de la répression.

Diem était usé, il fallait à l'impérialisme US une nouvelle équipe de valets. Elle fut donc à trouver. De novembre 1963 à juin 1965, soit en 20 mois, Saïgon connut 13 coups d'Etat, 9 cabinets, 4 chartes. Pendant ce temps le mouvement urbain ne cessa de harceler le pouvoir fantoche : grèves des travailleurs, grèves scolaires, grèves des marchés se multiplièrent. Sur la scène internationale, l'entrée en scène de Nguyen Cao Ky (premier ministre) et Nguyen Van Thieu (chef d'Etat) passa presque inaperçue. Ky d'entrée proclama l'α état de guerre dans tout le pays », dans les rues de Saigon-même, interdit 36 journaux à partir du 1er juillet, dressa des poteaux d'exécution sur plusieurs places de la capitale, déclara l'« ère des manifestations et coups d'Etat révolue (...) Le Sud Vietnam a besoin non d'un Hitler mais de quatre ou cinq ». Quelques jours après l'avènement de Ky, les G.I.'s débarquaient massivement (fin 1965 : 200.000

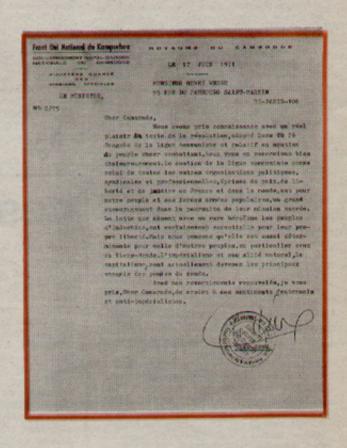
C'est cette présence américaine massive qui garantit la « stabilité » de la clique Thieu-Ky. Aujourd'hui, alors que Washington est contraint d'amorcer le retrait des troupes démoralisées, la « stabilité » du pouvoir fantoche à Saïgon vole en éclats. Thieu et Ky s'entredéchirent. Minh qui s'affirmait en 1963 décidé à poursuivre « une guerre à mort contre les communistes » réclame aujourd'hui (17 juin 1971) la α cessation de la guerre fratricide », préconise la « réconciliation entre le Nord et le Sud et entre les Sud Vietnamiens », sur la base de la « coexistence pacifique ». Jamais le mouvement d'opposition à la guerre impérialiste n'a été aussi prononcé dans ces couches privilégiées de Saigon elles-mêmes. Les élections sont dénoncées comme une « entreprise de malhonnêteté » par une partie importante du personnel politique saigonnais. La corruption de l'administration fantoche éclate au grand jour, notamment à propos du trafic de drogue. Les mouvements populaires urbains reprennent, se multiplient. Les étudiants s'organisent sur une base nouvelle : celle d'un mouvement de lutte contre la corruption. Il est certain que la crise politique de régime à Saigon va contribuer à accroître la crise sociale. La bataille politique dans les villes va de nouveau peser de tout son poids. Cette bataille, les forces révolutionnaires n'ont jamais cessé de la mener et de la préparer. Aussi l'intervention dans le cours-même desélections est pour elles une occasion excellente d'accentuer les contradictions de l'appareil fantoche.

Les élections d'août sont une échéance pour toutes les forces politiques saigonnaises; elles dictent la redistribution désespérée des postes entre les derniers valets de l'impérialisme US. En ce sens elles ont beaucoup plus d'importance que les élections qui ont eu lieu précédemment. Qu'elles soient tout aussi frauduleuses est certain, mais à leur occasion la désagrégation politique du pouvoir fantoche s'accélère. C'est aussi à leur occasion que derrière les forces d'opposition à Thieu se profile de nouveau, plus forte, plus inexorable, la vague du mouvement révolutionnaire urbain.

Camille PAULET



thieu et ky



je	dési	ire		
m	ab	omi	ner	•
à	ro	u	g	9

## 6 mois

pli ouvert 33 F pli fermé 50 F avion 66 F

#### .

(cocher le montant correspondant)

pli ouvert 65 F pli fermé 100 F avion 130 F

#### abonnement de

soutien

à partir de 150 F

(écrire en capitales, svp)

Toute correspondance: 10 impasse Guéménée. Paris IV.